

VPLU1905

Not Found
VPLU1905

Les cinq cardiologues de l'hôpital St. Michaels, à Toronto, sont tous passés par le Québec. Quatre y ont été formés et le cinquième y a travaillé. Ils ont aussi tous quitté le Québec frustrés et irrités des ratés persistants, dans leur secteur, pour lesquels l'Ontario a trouvé des remèdes. Dans le premier volet de notre série, nous vous proposons une rencontre avec des cardiologues qui en ont gros sur le coeur.



Photo Sylvain Durocher / Institut de cardiologie de Montréal

L'exode de nos cardiologues

« En Ontario, la chirurgie cardiaque est une priorité, et tu le sens »

BNAS1

Not Found
BNAS1

TORONTO — Adolescent, c'est à l'hôpital Royal Victoria que le Montréalais David Latter a eu le coup de foudre pour la chirurgie cardiaque. Grâce à sa soeur, qui travaillait comme infirmière, il a pu assister en direct à une opération à coeur ouvert. Il a été envoûté.

« J'avais 16 ou 17 ans, se rappelle-t-il. Depuis ce jour-là, je trouve que la place la plus intéressante dans un hôpital, c'est la salle de chirurgie cardiaque. » Sitôt ses études à l'Université McGill et son stage dans un hôpital californien terminés, c'est sur les lieux de ses premières amours que le chirurgien a amorcé sa carrière : au Royal Victoria.

Or, c'est à Toronto que *La Presse* a dû se rendre, au début du mois, pour interviewer le Dr Latter. Il travaille depuis 1996 à l'hôpital St. Michaels, en plein coeur de la Ville reine. Il met au service des coeurs ontariens la dextérité de ses larges mains, qu'il secoue lorsqu'il explique les frustrations ressenties au Québec, où il ne reviendra vraisemblablement pas. « Ce n'est pas impossible, dit-il. Mais si le système demeure comme il est maintenant, c'est non. »

Le Dr Latter est loin d'être l'exception qui confirme la règle. Quatre des cinq cardiologues de l'hôpital St. Michaels ont été formés au Québec. Le cinquième, né en Ontario, a travaillé à Montréal. Sans compter que six des 18 cardiologues de l'établissement proviennent également du Québec. Si bien qu'à la blague, les chirurgiens surnomment parfois leur hôpital Saint-Michel, raconte le Dr Latter.

Le départ de ces cardiologues n'a rien d'anecdotique. Il se veut profondément révélateur des nombreux problèmes qui persistent depuis des années dans cette spécialisation, au Québec, notamment sur le plan des conditions de travail et des listes d'attente. Preuve en est que les reproches des chirurgiens québécois en exil sont nombreux. Et leurs critiques sont d'autant plus vigoureuses qu'ils utilisent leur expérience ontarienne à titre de comparaison.

D'emblée, les chirurgiens expliquent que ce qu'ils trouvaient le plus choquant, au Québec, c'est qu'ils ne pouvaient pas opérer autant de patients qu'ils le souhaitaient. Yves Leclerc, par exemple, a migré vers l'Ontario en 1998 exclusivement pour pouvoir opérer davantage. Il avait auparavant été à la tête de l'Institut de cardiologie de Montréal

pendant huit ans. Lorsqu'on rencontre le Dr Leclerc, on sait qu'on a affaire à un boulimique de la chirurgie cardiaque. De la façon dont il en parle, on l'imagine pratiquer la chirurgie pendant ses vacances. On l'imagine... jusqu'à ce qu'il le confirme ! Il montre des photos, posées sur le mur de son bureau torontois, d'opérations réalisées dans une clinique de chirurgie cardiaque en République dominicaine. Il a contribué à mettre cette clinique sur pied dans ses temps libres, et il va parfois y opérer, lorsque l'hôpital St. Michaels lui donne congé.

Au Québec, la semaine de ce boulimique débutait le lundi matin... et pouvait parfois se terminer abruptement le mardi midi. « La grosse frustration, c'était le fait que tu sais que tu as du potentiel, mais que tu ne peux pas t'en servir. Je sais que je peux faire huit cas par semaine sans même être fatigué. Mais je ne pouvais pas le faire au Québec parce qu'il y avait toujours des barrières. Il manquait d'argent, il manquait ci, il manquait ça... » dit le chirurgien, précisant qu'il opérerait rarement plus de quatre fois par semaine à Montréal. Une situation qui demeure généralisée, au Québec, depuis son départ.

Le salaire n'est pas prioritaire

Le Dr Leclerc déplore aussi les trop nombreux efforts à déployer, souvent en vain, pour obtenir l'équipement souhaité. Ce qui est loin d'être le cas en Ontario. « On avait l'impression de demander la lune », raconte le chirurgien, qui montre aussi du doigt le grand nombre de tâches accessoires à effectuer en sol québécois, comme trouver un foyer d'accueil pour certains patients ou veiller à ce qu'ils reçoivent des soins à domicile.

De « la cuisine » qui, en Ontario, est sous la responsabilité d'assistants ou d'infirmières spécialisées. « Au Québec tu fais ça toi-même. Tu passes des heures au téléphone. Je n'ai pas été entraîné pour ça. Autrement je ferais du télémarketing », lance le médecin.

Les listes d'attente interminables, devenues la règle au Québec depuis plusieurs années, irritaient également les cardiologues. « Aujourd'hui je vois un client et je lui dis que sa chirurgie sera à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet, explique Daniel Bonneau, qui a lui aussi fait défection

pour Toronto. Quand j'étais à Sherbrooke, je voyais un patient et je lui disais : vous êtes accepté, mais je ne peux pas vous promettre pour quand. »

Le Dr Bonneau, cardiologue au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke pendant 13 ans, a quitté les Cantons-de-l'Est pour l'hôpital St. Michaels en janvier 1995. Les raisons de son départ ne se limitent pas aux frustrations quotidiennes, qu'il commente néanmoins longuement. Il a avant tout déménagé en Ontario parce que sa femme y pratiquait déjà la médecine et ne pouvait pas le rejoindre dans les Cantons-de-l'Est avant d'avoir travaillé trois ans dans une « région éloignée » du Québec.

Et le salaire dans tout ça ? Invités à commenter cette traditionnelle pomme de discorde entre les chirurgiens qui demeurent au Québec et le gouvernement provincial, les médecins en exil jurent que ça n'a pas été l'élément déclencheur de leur exode. Même si la différence entre les deux provinces est de taille.

« Au Québec, je gagnais environ 225 000 \$. Ici, c'est ce que je paie en impôts », indique le Dr Bonneau. Il ajoute cependant qu'il ne retournerait pas au Québec si on ne le laissait pas travailler autant qu'il le désire, « même si le salaire était trois fois plus élevé ». Même son de cloche du côté du Dr Leclerc. « Je vis avec un chien et deux chats. Mes besoins sont très limités, explique-t-il. Je n'ai pas trois chalets, deux bateaux ou six avions ! »

Traités aux petits oignons

Car ce n'est pas tant le salaire que « les moyens » mis à leur disposition en Ontario qui enchantent les chirurgiens. « Ici, la chirurgie cardiaque est une priorité, et tu le sens », soutient le Dr Leclerc. Après une visite à l'hôpital St. Michaels, on ne peut qu'admettre que les chirurgiens sont traités aux petits oignons.

D'ici quelques semaines, tous les cardiologues de l'établissement seront regroupés dans un même bureau, au huitième étage de l'aile où ils opèrent. La section qu'on leur aménage est toujours en construction, mais elle est tout de même assez achevée pour que l'on devine que ce sera beaucoup plus luxueux que la moyenne des cabinets de mé-

decins.

« C'est ici qu'on installera le vase en cristal », explique Lee Errett, chef du département de chirurgie cardiaque de l'hôpital, au Dr Latter, en montrant du doigt un espace spécialement aménagé à même l'un des murs du bureau. Lors d'une visite guidée improvisée, le Dr Errett et son collègue semblaient tout aussi enthousiastes de pouvoir profiter des plus récents développements technologiques dans leurs nouveaux locaux que des simples avantages matériels. Comme le fait qu'ils auront ultérieurement accès, de leur bureau, à une terrasse extérieure d'où ils auront une superbe vue sur le centre-ville, pendant que les patients feront l'essai du service à thé qui leur sera réservé.

N'ont-ils donc pas de coeur, ces cardiologues qui se la coulent douce à Toronto alors que les listes d'attente ne diminuent pas au Québec ? « C'est une culpabilité que j'ai rationalisée », dit le Dr Bonneau, qui rappelle qu'il effectue un plus grand nombre d'opérations en Ontario. « Que le propriétaire de ce coeur s'appelle Tétrault ou Peterson, dans le fond, c'est le coeur qui m'intéresse davantage que le propriétaire », ajoute-t-il.

Le Dr Errett, qui a attiré ses quatre collègues dans la Ville reine, a encore moins de remords. « Ça ne me gêne pas. (...) S'ils avaient eu d'aussi bonnes conditions que ce qu'ils ont ici, ils seraient restés au Québec », explique-t-il. Le comble, c'est qu'il affirme qu'il quitterait lui-même Toronto pour retourner à Montréal si on lui offrait d'aussi bonnes conditions de travail que dans la capitale ontarienne.

Le Dr Bonneau et le Dr Leclerc aussi. Il y a quelques semaines, le Dr Bonneau a d'ailleurs fait savoir au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke que si son département de chirurgie cardiaque pouvait faire grimper de 350 à 600 le nombre de patients opérés chaque année, il retournerait dans les Cantons-de-l'Est avec son collègue. On n'a jamais pu leur promettre une telle hausse.

En juin dernier, alors que Pauline Marois était ministre de la Santé, elle avait visité le département de chirurgie cardiaque de l'hôpital St. Michaels. Elle avait constaté à quel point les Québécois y sont nombreux, raconte le Dr Bonneau. « On a perdu beaucoup de chirurgiens, j'espère qu'ils vont revenir », lui avait-elle lancé. Le Dr Bonneau se rappelle avoir aussitôt riposté : « Ça, ça dépend entièrement du gouvernement, vous ne pensez pas ? »

Car non seulement les chirurgiens n'ont que peu de remords d'avoir quitté le Québec, mais ils sont profondément amers de la façon dont ils y ont été traités. « Tu finis par avoir une espèce de nausée », résume le Dr Bonneau. Un mal de coeur tel que le chirurgien ne se gêne pas pour lancer au gouvernement du Québec un avertissement sérieux : « Si un jour on manque de chirurgiens à l'hôpital St. Michaels, on va aller en chercher un autre au Québec. C'est certain. »



Le Dr David Latter.

Photo Presse Canadienne

La première vie de Parizeau: bourgeois, « bolé », « british », bureaucrate et bâtisseur



GÉRALD LeBLANC

La sortie de Jacques Parizeau après son fatidique discours post-référendaire de 1995 fut tellement désastreuse qu'on en a presque oublié l'importance du personnage pour l'évolution du Québec durant la seconde moitié du XX^e siècle.

Pierre Duchesne, qui avait alors 33 ans, n'a rien oublié, pour la bonne raison qu'il n'a pas vécu cette glorieuse Révolution tranquille que ne cessent de rappeler ses aînés.

« Pour nous, Jacques Parizeau, c'était le ministre des Finances de René Lévesque », rappelle celui qui était alors reporter à l'émission *Les Affaires et la Vie*, à la radio de la SRC, qui diffusait, en janvier 1996, un spécial d'une heure sur *L'Héritage économique de Parizeau*.

En préparant cette émission, le jeune Duchesne a beaucoup appris, tellement que son collègue Maurice Godin lui a suggéré d'écrire une biographie de Parizeau.

Une bien grosse commande, surtout que le sujet était toujours vivant, que l'auteur avait déjà un job et venait tout juste d'avoir un premier enfant, qui sera bientôt suivi d'un deuxième.

Il profite néanmoins d'une rencontre fortuite pour en parler à M. Parizeau, qui accepte de collaborer en connaissant les règles du jeu : pas de contrôle sur le contenu et pas d'accès au manuscrit avant la publication.

« Jamais n'a-t-il demandé d'arrêter le magnétophone durant les 50 entrevues de trois heures chacune, effectuées de 1997 à 2000. Il m'a aussi donné accès à sa correspondance, à ses archives et aux photos de famille, avec la seule réserve de ne révéler aucun secret susceptible d'éveiller l'appétit du fisc », dit l'auteur.

Les archives et le témoignage du sujet, confirmés ou corrigés par ceux d'une centaine d'alliés et d'adversaires, sont traités avec une objectivité toute radio-canadienne, l'auteur parlant même du « biographe » comme d'un professionnel n'ayant de maître que le récit des événements. « Ces vérifications m'ont permis de ne jamais être prisonnier de la version du professeur Parizeau qui peut être très convaincant », dit le très fiable biographe.

Un authentique croisé

Le titre de ce premier tome, *Le Croisé*, n'est pas anodin. « Jacques Parizeau a tout d'une flèche qui file droit au but, tout du seigneur qui prend l'épée pour combattre les infidèles — définition classique du



L'auteur de la biographie, Pierre Duchesne, et Jacques Parizeau : 50 entrevues de trois heures chacune.

Photo JACQUES NADEAU, collaboration spéciale

croisé », explique le jeune auteur.

Toute sa vie, Jacques Parizeau a effectivement voulu utiliser les pouvoirs de l'État, d'Hydro-Québec à la SGF et à la Caisse de dépôt, pour permettre aux siens de ravir aux « Anglais » les commandes de l'économie, un domaine qu'il a maîtrisé comme peu de Québécois.

C'est le fil directeur des 623 pages de cette biographie qui nous permet de revivre, en suivant un de ses principaux acteurs, les péripéties d'une importante période de l'histoire québécoise.

Duchesne dégage clairement les grandes attaches de Parizeau : sa famille bourgeoise canadienne-française, l'École des hautes études commerciales (HEC), les études en France et en Angleterre, l'accent et l'allure britanniques, l'inébranlable confiance dans l'intervention de l'État.

« Je vis dans une famille bien plus que je vis dans un pays », raconte de son enfance Jacques Parizeau, dont le seul vrai contact avec le Québec populaire se fait par l'intermédiaire de Sarah Saint-Jean, la bonne des Parizeau. Une famille ancrée dans la bourgeoisie canadienne-française, tant du côté des Pari-

zeau que des Biron, patronyme de sa mère Germaine.

Comme son père et ses deux frères, Jacques fréquente les HEC où il décroche tous les prix d'excellence et où il devient professeur à l'âge de 20 ans. François-Albert Angers, son mentor aux HEC, l'envoie étudier à Paris, mais le prodige, encouragé par son père, termine ses études au London School of Economics, d'où il ressort avec un Ph.D. et l'accent britannique qu'on lui connaît.

Il n'a que 24 ans et James Mead, futur Prix Nobel d'économie, est prêt à retenir ses services comme assistant, mais le surdoué revient à son alma mater, qui a payé ses études en Europe et envers qui il a contracté une dette morale.

Comme ses deux frères, Jacques a fréquenté la maternelle et les colonies de vacances chez les Anglais, comme eux il a terminé ses études à Londres. Son certificat de mariage avec sa première femme, Alice Poznanska, célébré par le père John O'Rourke dans la Church of Saint Raphael The Archangel d'Outremont, est même entièrement rédigé en anglais.

« C'est la résultante d'un complexe très ancien du Canadien fran-

çais qui a été un peu martyrisé. Il a essayé d'obtenir une espèce de revanche psychologique en allant chercher à Londres, à l'université, dans un cénacle très *british*, le diplôme qui le libérera de ce complexe d'infériorité. C'est un phénomène de compensation », a dit Jean-Jacques Thernynck, ami français de Parizeau, au cours d'une entrevue téléphonique avec Pierre Duchesne.

La vie publique

Le jeune biographe ne sait pas encore comment il intitulera le deuxième tome, peut-être simplement *Le Croisé — tome 2*. Il nous met déjà l'eau à la bouche en indiquant qu'il s'attardera alors à l'intérêt de Jacques Parizeau pour le renseignement, à sa hantise des tables d'écoute, dans les bureaux du PQ ou chez sa maîtresse, l'indicatrice de police Carole de Vault.

Un deuxième volume qui promet d'être plus explosif, car il abordera alors la vie publique de son sujet, de son entrée en politique active, en 1970, jusqu'à sa lamentable sortie, en 1995.

Commentant la parution de sa biographie, Jacques Parizeau disait

cette semaine qu'il était intéressant de voir tous ses projets ainsi rassemblés dans un même ouvrage. Il est aussi intéressant pour les lecteurs de traverser la Révolution tranquille avec un de ses principaux acteurs : les vieux y revivront les grands moments de cette période excitante, tandis que les jeunes confronteront le solide témoignage de leur contemporain avec ce que racontent les aînés.

Il est toujours un peu surprenant de voir des journalistes, souvent réduits au *fast-food* et au prêt-à-porter, produire des outils de référence, des ouvrages où l'anecdote s'insère dans une trame structurante.

Ce fut le cas des biographies de Daniel Johnson et René Lévesque, de Pierre Godin ainsi que de celle de Jean Charest de notre collègue André Pratte. C'est aussi le cas de la biographie de Parizeau de Pierre Duchesne, dont aucune des 623 pages du premier tome ne paraît superflue.

JACQUES PARIZEAU, TOME 1 — LE CROISÉ Québec Amérique, deuxième trimestre 2001, 623 pages

La Colombie-Britannique rejoint l'Alberta et l'Ontario

GÉRALD LeBLANC

L'ÉCRASANTE victoire des libéraux en Colombie-Britannique — 76 sièges sur 79 — entraîne un bouleversement dont on ne mesure pas encore toute l'ampleur.

Il s'agit tout d'abord d'une certaine normalisation de situation puisqu'en se donnant un gouvernement de droite, la Colombie-Britannique rejoint les deux autres provinces riches du Canada, l'Alberta et l'Ontario.

Il ne faut en effet pas se fier aux étiquettes. La coalition de droite chapeautée par le Parti libéral de l'ancien maire de Vancouver, Gordon Campbell, ressemble beaucoup plus aux conservateurs de Mike Harris et Ralph Klein qu'aux libéraux de Jean Charest.

En Colombie-Britannique, le NPD, qui recueille bon an mal an entre 30 et 40 % des voix, a pris le pouvoir à trois reprises, en raison chaque fois de la division du vote de droite. Cette fois, c'est le vote de gauche qui s'est dispersé (21,6 % au NPD, 12,4 % au Parti vert et 3,2 % au Parti marijuana), tandis que les libéraux faisaient presque le plein du vote de droite avec 57,5 % du suffrage, ne laissant que 3,3 % au Unity Party d'extrême droite.

On assistera donc à un éclatant retour du balancier, car Gordon Campbell a promis de réaliser, durant les 90 premiers jours de son règne, les 24 promesses mises de l'avant dans sa plate-forme électorale : réduction des impôts, abolition des radars photo, réforme du Code du travail pour le rendre plus favorable aux entreprises, création d'un poste de commissaire au mérite pour la fonction publique... Un programme rappelant celui des croisés du bon sens de Mike Harris en 1995.

Deux gros obstacles se dresseront sur la route du nouveau gouvernement : les grands syndicats de la fonction publique et de la fo-



Photo REUTERS

La coalition de droite est chapeautée par le Parti libéral de l'ancien maire de Vancouver, Gordon Campbell, que l'on voit ici devant une foule qui l'acclame à Vancouver, le 16 mai dernier, après sa victoire aux élections en Colombie-Britannique.

rêt, proches du NPD, ainsi que les autochtones qui voient d'un très mauvais oeil l'engagement libéral de tenir des référendums sur les traités à venir avec les Premières Nations. On parle déjà de « tyrannie de la majorité » et les indigènes fourbissent leurs armes.

Une opposition éclatée

Un ancien créditiste se réjouissait, le soir des élections, de voir que la zizanie avait changé de camp, passant de la droite à la gauche.

Le virage a été particulièrement radical puisque les libéraux seront maintenant le seul parti reconnu à la législature de Victoria, les néo-démocrates n'ayant pas atteint le seuil des quatre députés.

La débâcle est telle que le premier ministre sortant, Ujjal Dosanjh, défait dans sa propre circonscription, a immédiatement remis sa démission comme chef du NPD, « afin de faciliter la reconstruction ».

C'est donc un long et pénible calvaire qui

attend le NPD, sans statut officiel au Parlement et sans budget de recherche, discrédité par l'incroyable gabegie des 10 dernières années, alors que deux premiers ministres ont dû démissionner.

Quant aux verts, ils savourent une performance jamais égalée en Amérique du Nord : plus de 12 % du suffrage et jusqu'à 25 % dans certaines circonscriptions. Aucun député cependant et aucune tribune officielle pour les quatre prochaines années.

Difficile de maintenir le moral des troupes avec le seul réconfort des victoires morales, à moins de rester un mouvement sans ambition électorale. Surtout que le Parti vert disposait pour les élections de moins de fonds que le Parti marijuana.

Les trois partis de gauche (NPD, vert et marijuana) obtiennent 37,3 % du suffrage, juste un peu moins que les 39,3 % qui avaient permis aux néo-démocrates de Glen Clark de former un gouvernement majoritaire en 1996. Le déplacement est donc moins spectaculaire qu'on ne le croirait de prime abord.

Avec 37,3 % des voix (40,6 % si l'on ajoute les 3,3 % du Unity Party) on obtient moins de 4 % des sièges.

Ce qui ramène sur le tapis la proposition de modifier le mode de scrutin pour y introduire un élément de proportionnelle, pour corriger les déséquilibres du genre de celui du Nouveau-Brunswick où les libéraux avaient raflé tous les sièges en 1988, ou de l'Île-du-Prince-Édouard où les conservateurs ont pris 26 des 27 sièges en 2000.

La réforme du mode de scrutin figure justement parmi les sujets que devra aborder l'assemblée des Britanno-Colombiens que Gordon Campbell a promis de convoquer pour tracer les voies de l'avenir. Le résultat des dernières élections rend cet enjeu particulièrement pertinent.

Avis au ministre de la Santé et à sa cour de gestionnaires qui multiplient les groupes de travail et les rapports d'évaluation au moment où une nouvelle crise secoue les urgences des hôpitaux québécois. La solution au problème d'engorgement du système de la santé a été trouvée jeudi aux petites heures du matin: il suffit de mettre un journaliste dans la salle. Nuit tranquille garantie!



Photos ANDRÉ FORGET, La Presse ©

L'ambulancier Patrick Brassard s'occupe d'un patient, en ambulance, rue Sainte-Catherine.

Dehors, la jungle

L'ambulance est comme une bulle aseptisée où il ne peut rien arriver, alors qu'on court tous les dangers en s'aventurant à l'extérieur...



JUDITH LACHAPELLE

« Satisfaction garantie ou stage d'observation remis ! » Jeudi soir, centre-ville de Montréal, la soirée sera occupée, avait promis Urgences Santé. Enfin, elle aurait pu l'être...

« Il faut croire que certaines personnes dégagent de la tranquillité », a philosophe François Joly en zippant son sac bourgogne, tandis que son partenaire Patrick Brassard terminait les vérifications d'usage avant de prendre la route. À 16 h 30 jeudi, l'ambulance 548 quittait le terrain de stationnement d'Urgences Santé, angle Jarry et Langelier, pour se diriger vers le centre-ville. À peine engagé sur l'autoroute Métropolitaine, l'ordinateur émet un bip-bip. Une femme est tombée la veille, s'est fait mal à la hanche et est incapable de marcher. François quitte l'autoroute pour emprunter la rue Saint-Denis. L'appel n'a pas été codé comme priorité 01 ou 02, il n'actionnera pas les sirènes.

À travers les vitres de l'ambulance, le monde extérieur a l'air d'une jungle. Comme si le véhicule était une bulle aseptisée où il ne peut rien vous arriver, alors qu'on court tous les dangers en s'aventurant au dehors. Les passants nous suivent des yeux, les voitures se rangent pour nous laisser passer, un peu comme la cour qui fait la révérence en laissant passer le monarque qui traverse la salle... Bref, on se sent important !

La dame sera transportée dans un hôpital du quartier. « Pas encore un », soupire l'infirmière en voyant arriver la civière. Trois patients sont déjà allités à l'entrée, ils regardent la scène passivement. L'infirmière dirige les ambulanciers vers le « Trauma 1 et demi ». Devant la salle 1, Patrick est perplexe. « Un et demi ? » « Oui oui, entrez ! » dit l'infirmière en arrivant derrière nous. Les deux lits de la salle sont déjà occupés, on en coïncera un troisième. « C'est ça, la de-

me... » À part dans le cas des traumatismes majeurs, les hôpitaux ne sont pas avertis de l'arrivée d'une ambulance. Tant qu'ils ne diront pas à Urgences Santé qu'ils ne peuvent plus en accueillir (et ils doivent avoir de solides arguments !), on continuera à leur en envoyer.

18 h. Second appel, priorité 01. La description s'affiche sur l'écran. Un bébé a avalé un morceau de pot en céramique et a vomi du sang. La mère garde admirablement son calme malgré ses tremblements. Le bébé a l'air étourdi de voir ces drôles de bonshommes blancs dans la maison. Il se tourne vers sa mère et son visage se barbouille de larmes.

— C'est bon signe, un bébé qui pleure ?
— Très, dira François un peu plus tard. J'aime ça les bébés qui pleurent ! Quand ils ne pleurent pas, on a un problème !

Mais le cas du bébé est plus préoccupant que la description succincte envoyée par le répartiteur. « C'est un morceau de vitre gros comme ça qu'il a recraché », souffle Patrick en désignant l'ongle son pouce. La mère explique aussi qu'elle avait retrouvé son bébé étouffé, le teint vaguement bleuté, et qu'elle l'avait mis la tête en bas et frappé dans le dos pour lui dégager les voies respiratoires. L'enfant a craché le morceau avec des filets de sang. Même s'il a l'air en forme pour le moment, vaut mieux le faire examiner pour vérifier si aucun autre morceau n'a été ingurgité. Patrick rassure la mère, elle a fait exactement ce qu'il fallait faire.

L'ambulance fonce dans la rue Saint-Denis en pleine heure de pointe, débordant parfois sur la voie en sens inverse quand les voitures tardent à se ranger à droite. Mont-Royal et Saint-Laurent, deux voitures semblent hésiter. François attend que la première se décide à avancer, actionne la sirène une fois, deux fois. Le second automobiliste montre le poing au premier, qui se décide à avancer suffisamment pour laisser la voie libre. On emprunte le chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à l'hôpital Sainte-Justine.

L'enfant est pris en charge par le médecin de garde et la jeune mère sourit faiblement en saluant les deux ambulanciers. « On ne saura jamais ce qui lui arrivera, explique François. Je trouve ça dommage parfois... » Les cas de bébés sont les plus stressants, estiment-ils. « Ils ont l'air bien et tout à coup, ça

se met à aller très mal très vite. Alors que les adultes, on a le temps de les voir évoluer. »

Pause pizza angle Saint-Denis et Mont-Royal avant d'aller se poster à une station-service de l'est du Plateau. Les deux gars sont modestes concernant leurs « exploits ». Patrick dit avoir sauvé une vie après un an et demi en ambulance, François en a sauvé deux en cinq ans. François a aussi eu deux accouchements alors que Patrick attend encore son premier. Sinon, ils en ont vu de toutes les sortes, du gars saoul qui veut se battre au jeune agressé à coups de machette en passant par les suicidés, les noyades... Et avec



Patrick Brassard et François Joly dans le feu de l'action avec un patient.

des détails s'il vous plaît ! « On a l'air sadique comme ça, mais ça reste les cas les plus intéressants », dit François. Plus intéressant, en tout cas, que de jouer au taxi pour transférer un patient d'un centre hospitalier à un autre...

20 h 36. Une personne serait tombée, elle saigne peut-être. Des policiers à vélo sont déjà sur place, ils essaient de sortir quelques informations à une femme manifestement ivre qui ne sait plus ce qu'elle a fait de son argent. Elle est peut-être un peu confuse, mais elle n'est pas blessée. Quelqu'un lui paie un taxi pour retourner à la maison.

Trois quarts d'heure de pause angle Saint-Denis et Maisonneuve, le temps d'avaler un sous-marin. La soirée est douce, la rue est animée. « J'aime travailler dans le secteur, dit Patrick. Les gens viennent nous voir, ils nous prennent parfois pour des guides touristiques, ils nous demandent de leur conseiller un resto... »

21 h 50. Changement de rôle, Patrick

prend le volant tandis que François s'occupe des patients à l'arrière. Un jeune homme qui tient son épaule douloureuse doit être transféré à un hôpital pour adultes. Il a à peine 18 ans et l'hôpital pédiatrique ne veut pas le garder...

23 h 01. L'alarme sonne de nouveau : une femme se serait fait poursuivre par des inconnus armés de couteaux. Eh ! Patrick sourit. « Ça ne veut peut-être pas dire grand-chose... » En effet, sur place, il y a bien une armée de policiers, mais aucune trace d'une victime, d'agresseurs, ni même de la personne qui a composé le 911. L'ambulance retourne à son poste.

00 h 21. Une petite fille doit être transférée de Maisonneuve-Rosemont, dans l'est de la ville, à Sainte-Justine, sur la montagne. Son état requiert la présence du médecin, d'une infirmière et d'une inhalothérapeute à bord de l'ambulance. Treize minutes suffiront pour traverser la ville. L'ambulance file avec toute la « discothèque », gyrophares et sirènes. Patrick montre le rétroviseur : une fourgonnette s'est rangée derrière l'ambulance pour profiter de la voie qui se libère... Une voiture hésite et se tasse à gauche. L'ambulancier secoue la tête. « À droite, qu'on se tasse, à droite... »

Au moins, cette fois-ci, ils ont raison d'allumer la discothèque. Il n'y a rien de plus gênant que de partir à toute allure puis de recevoir un 10-03, appel annulé. « Des fois, admet Patrick en riant, je continue encore une autre rue puis je tourne, avant d'éteindre tout ! » Ou alors, ils sont appelés en priorité 01 dans un Tim Hortons ou un Dunkin' Donuts. « Et là, enchaîne François, les gens se disent : Ils dépassent tout le monde pour aller prendre un café ! »

1 h 08. Le quart de travail achève, l'ambulance roule tranquillement sur l'avenue du Mont-Royal. Patrick — qui a encore faim ! — s'étire le cou pour voir si le restaurant McDonald's est encore ouvert. Pas de chance. Peut-être le Dunkin' alors ?

1 h 30. L'ambulance retourne aux garages d'Urgences Santé. La soirée, au dire des deux ambulanciers, a été exceptionnellement tranquille. François appelle le superviseur. « Ambulance 548. 10-89. Bonne fin de nuit. »

Nuit tranquille chez les survivants

JUDITH LACHAPELLE

« On te jure que c'est pas comme ça d'habitude ! » Les jeunes infirmières et préposés de garde se voulaient très convaincants. Non, ils ne passaient habituellement pas des heures à parler accoudés sur le bureau du centre nerveux des urgences. L'hôpital du Sacré-Coeur de Montréal est, après tout, le service des urgences le plus achalandé de la province. Normalement, le pigeonnier est plein de dossiers, les lumières bleues clignotent au-dessus de la porte de chacun des 12 cabinets, la salle d'évaluation et les corridors débordent de civières et on se demande parfois si on est le seul hôpital ouvert dans toute la ville !

À la place de tout le brouhaha qu'on imagine, c'était le calme plat aux petites heures du matin, jeudi. Infirmières et préposés blaguaient en songeant à la sortie de rafting qu'ils allaient organiser. Même le médecin de garde a eu le temps de se joindre à la bande, chose qu'elle n'avait pas fait depuis... depuis quand déjà ? Quand la journaliste a malicieusement insinué qu'ils se plaignaient de leur sort peut-être pour rien, ils ont menacé de la déguiser en polytraumatisée...

— On pourrait t'intuber !

— Et te poser une sonde !

— Et sortir le défibrillateur ! Drrzzzzzz !

L'hôpital du Sacré-Coeur a fait parler de lui depuis deux semaines, ayant annoncé que 12 de ses 22 urgentistes allaient partir au début de l'été, sans compter plusieurs infirmières qui rendent aussi leur tablier. Beaucoup se sont dit épuisés à cause de la pression et de la charge de travail. En plus de soigner les petits et gros bobos de la population du nord de la ville, Sacré-Coeur est le plus gros centre de traumatologie tertiaire du Québec. Accidentés de l'autoroute Métropolitaine ou du Grand Prix, blessures par balles ou par arme blanche, grands brûlés à l'acide, toutes sortes de cas lourds peuvent lui être acheminés.

La nuit, un seul médecin urgentologue assure la garde. Mais cette nuit-là, de 1 h à 5 h du matin, ce sera calme. Très calme. Presque trop calme pour l'équipe qui aurait bien aimé montrer de quoi elle est capable. « Je pense que vous devriez venir toutes les nuits, a dit le Dr Isabelle Montplaisir en levant le nez de la fiche d'un patient. Ça serait beaucoup plus facile comme ça ! »

Le Dr Montplaisir fait partie des 12 médecins qui quitteront le service des urgences cet

été. Elle quitte Sacré-Coeur pour l'hôpital Enfant-Jésus à Québec, où elle travaillera aussi comme urgentologue. « Ça éclate à Sacré-Coeur, mais ça aurait aussi pu éclater ailleurs, dit-elle. Je ne peux pas dire que c'est ennuyant de travailler ici, il y a de beaux défis, une pathologie incroyable... »

Médecins, infirmières, préposés... Ils pourraient tous travailler ailleurs qu'aux urgences et ils le savent très bien. Et ils savent aussi que leur entêtement à préférer les urgences les fait passer pour des fêlés... L'équipe de l'urgence est composée de drôles d'oiseaux qui carburant à l'énergie du moment présent ; c'est lui qui donne la satisfaction du travail accompli. C'est comme un clip : le patient arrive, il est soigné, il est reparti. Bien souvent, ils ignorent comment se termine l'histoire. « Mais on ne sait pas comment elle a commencé non plus », dira Gino.

Ils ne connaissent pas ceux qu'ils soignent et ne cherchent pas à le faire non plus. « On n'a aucune attache envers le patient, poursuit Gino. C'est pas comme aux soins palliatifs où t'as le temps de connaître la personne avant de la voir mourir. » Ils ne soignent pas l'âme, mais le corps. D'ailleurs, plusieurs n'aiment pas travailler avec les malades psy-

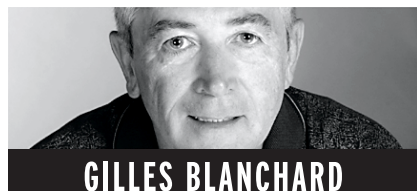
chiatiques ou les enfants. Superficiels, les urgentistes ? Peut-être. « Parfois, on a tendance à oublier qu'on travaille avec des personnes », admet Lise.

Ils reconnaissent aussi avoir la chance d'être courtisés un peu partout. Éric répète toujours en riant qu'il pourrait aller travailler en milieu carcéral, au salaire des fonctionnaires fédéraux. Tina partira bientôt pour la Californie, où la pénurie sévit aussi. Lise, elle, quittera le quart de nuit pour celui du jour. Malgré ses 20 ans d'expérience, elle dit ne plus se sentir assez en confiance pour travailler de nuit avec la jeune équipe.

6 h 28. Après une nuit à parler de crânes fendus à coup de marteau ou de patients toxicomanes violents qui veulent se battre avec les préposés, une ambulance arrive avec une accidentée de la route. Enfin ! Une équipe prépare la salle de traumatologie. La femme est confuse, mais n'a pas perdu connaissance. Pendant que les infirmières coupent les vêtements de la victime, le médecin interroge les ambulanciers. Un infirmier révèle les signes vitaux, un autre fait une prise de sang. Le poignet gauche semble blessé, la patiente a peine à serrer la main de l'infirmier. Sinon, tout a l'air normal. Trauma mineur, mais trauma quand même, dis-je à l'infirmier qui a presque l'air déçu pour moi...

La pseudo-démocratie du CIO

Dans la course à la succession de Samaranch, tout semble jouer contre Dick Pound



GILLES BLANCHARD

Si la presse sportive européenne a raison, Jacques Rogge succédera à Juan Antonio Samaranch à la tête du Comité international olympique (CIO).

Le pronostic fait quasiment l'unanimité, le chirurgien belge de 58 ans passera facilement les deux premiers tours de scrutin, le 16 juillet à Moscou. Pire, si Rogge devait être surpris au troisième tour, c'est le Coréen Kim Un-yong, 70 ans, qui réussira l'exploit. Selon ce scénario, le Montréalais Richard W. Pound, 59 ans, homme fort du CIO et successeur désigné de Samaranch depuis plus de 10 ans, sera pris en souricière au deuxième tour et éliminé.

Quant aux deux autres candidats, l'Américaine Anita DeFrantz et le diplomate hongrois Pal Schmitt, en Europe comme ailleurs, personne ne leur accorde la moindre chance même de brouiller les cartes.

L'analyse des observateurs européens mérite réflexion : 57 des 123 membres du CIO, soit près de 50 % de l'électorat, sont Européens. Bien que Samaranch ait acheté la paix pendant 21 ans en « ouvrant » le membership (entre autres, aux représentants des plus puissantes fédérations internationales), la notion de club privé demeure fortement ancrée. Même si les membres ne sont plus nommés en fonction de leur seul attachement au mouvement olympique, même si plusieurs d'entre eux défendent aujourd'hui des intérêts nationaux, sportifs et financiers, même si le CIO s'est donné de puissants moyens financiers et opère maintenant sur une base d'affaires, les règles de la vieille aristocratie continuent de prévaloir.

Pseudo-campagne : la règle du bâillon

Il n'en est pas de meilleure preuve que cette drôle de campagne électorale dont on ne sait plus rien depuis le deuxième jour alors que la Commission d'éthique du CIO a émis une série de règles qui ont littéralement bâillonné les candidats. Défense de multiplier les voyages; défense d'organiser une réunion afin de promouvoir une candida-

ture; défense de recevoir la visite d'un membre; défense pour un membre de soutenir une candidature; défense d'accepter l'aide d'un comité de soutien; défense d'attaquer le programme d'un autre candidat... Défense, défense, défense, jusqu'à cette perle : « Si un candidat désire fournir de l'information quant à son programme une fois élu, il le fait dans un document marqué confidentiel » !

Ainsi donc, depuis ce deuxième jour d'une campagne qui se pique de n'en être pas une, bien que le mouvement olympique ait pour objectif fondamental d'éduquer la jeunesse de l'univers par le sport, personne ne sait rien des cinq aspirants à la présidence de l'organisme. Faut-il rappeler que cet attachement aux cachotteries de l'ancienne formule Club a directement conduit le CIO à la pire crise de son histoire, au scandale de corruption de Salt Lake City, à la mise sous enquête de 18 membres, à l'expulsion de six d'entre eux, à la démission de quatre autres, à une demi-douzaine de « blâmes officiels », puis à la promesse publique et inconditionnelle d'une transparence totale ?

Or, au premier test de cette nouvelle ère, plutôt que d'offrir une discussion respectueuse mais musclée, constructive et éclairante, la vieille faction du CIO prévaut et choisit le catimini. Salt Lake City, le Nouvel ordre, tout ça est balayé sous les tapis du Club : on s'apprête à élire un diplomate intègre, Rogge.

Rogge, celui qui ne dérange pas

« À vrai dire, confiait un confrère de *L'Équipe* la semaine dernière, le discours de Rogge est un peu terne. Il se contente de répéter les mêmes généralités. Mais il est respecté; on ne lui connaît pas d'ennemis ».

L'Agence France-Presse va dans le même sens : « Il n'a jamais commis d'erreur politique... On croit qu'il a le soutien de Samaranch et quand on sait ce que bon nombre de membres doivent à Samaranch... »

Rogge a participé à trois Jeux (1968, 1972 et 1976) en voile. Il est le président des Comités olympiques européens depuis 1990, année de son entrée au CIO. Samaranch lui a confié la Commission de coordination pour les Jeux de Sydney et Athènes. Difficile de se mettre les pieds dans les plats avec pareil mandat... « Je me demande parfois s'il sera prêt à se mouvoir dans ce monde de requins où tous les coups sont permis, avec le sourire en plus », opine Alain Lunzenfichter de *L'Équipe*.

Un pas de plus, et le journaliste eut conclu



Photo PC

Au premier jour de la présumée campagne, le Montréalais Dick Pound a déposé un programme complet — il est le seul — et ses états de service.

à la nécessité d'un homme fort à la direction d'un CIO visiblement en pleine crise d'adulcescence. Ce pas, l'Europe ne le franchit pas.

Les milliards — littéralement — que Pound est allé chercher et qui permettent aux Jeux de s'autofinancer malgré leur gigantisme jouent contre lui. La télé, la finance et le marketing ne sont pas bien vus au Club. Il en va de même à plus forte raison pour les sales besognes dont Samaranch a chargé son meilleur lieutenant : semonces aux sports délinquants, lutte antidopage, le grand ménage et la réforme après le scandale de Salt Lake City.

Pound isolé dans son île d'Amérique

Au premier jour de la présumée campagne, le Montréalais a déposé un programme complet — il est le seul — et ses états de service. Sa « vision de l'avenir » est parfaitement adaptée aux besoins actuels du CIO. Ses états de service sont remarquables : olympien (Rome, natation), il est membre du CIO depuis 1986 et a fait partie de sa Commission exécutive pendant 12 ans; bachelier en commerce, comptable agréé et avocat fiscaliste, il a donné sa première indépendance financière au CIO; il a été de toutes les commissions; il est le président de la nouvelle Agence mondiale antidopage. Tout ça ne passe pas l'Atlantique, même pas son oeuvre en éducation, nommément à l'Université McGill dont il est le chancelier.

Comble de malheur, le code de la Commission d'éthique le bâillonne doublement. Pound est isolé en Amérique alors que Rogge fréquente une partie importante de l'électorat dans le cadre de ses fonctions à Athènes et auprès des comités olympiques européens. Un-Yong, membre du CIO depuis 1986, profite du même avantage : multimillionnaire, il dispense ses largesses aux fédérations sportives membres de l'Association générale des fédérations internationales dont il est le président depuis 15 ans. Ancien directeur adjoint des forces de sécurité présidentielle durant le régime de Séoul, Un-Yong se présente comme le candidat des pays du tiers-monde. L'électorat olympique n'ignore pas qu'il a écopé d'un « blâme sévère » dans l'affaire de Salt Lake City. On ne le compte pas battu pour autant : on sait qu'il contrôle quantité de votes. Autre preuve flagrante de la faiblesse de l'organisme...

Malgré tout cela, Pound n'a pas perdu foi. Lui-même un ancien membre du Club, il respectera les règles de la Commission d'éthique jusqu'à la fin et continuera de louer l'oeuvre de Samaranch. On peut présumer que ses documents marqués « confidentiel » selon la règle soient principalement expédiés aux nouveaux membres : 30 ont été nommés depuis deux ans, près de la moitié depuis sept ans. Il insiste sûrement sur la nécessité d'un leadership solide. Peut-être ose-t-il répéter que la diplomatie n'est qu'une technique pour accomplir des choses, ce qu'il a réussi toute sa vie durant malgré son franc-parler.

Espérons qu'il sera entendu : en plus d'échouer à son premier test de démocratie, le nouveau CIO semble en voie de vouloir étaler son immaturité.

Stockwell Day s'y connaît en colmatage



GILLES TOUPIN

OTTAWA — La scène était frappante. Ça s'est passé jeudi devant le Comité des finances de la Chambre des communes. Paul Martin, le ministre des Finances, venait de présenter sa mise à jour économique et d'annoncer un excédent budgétaire record de 15 milliards de dollars. Stockwell Day, le chef de l'opposition officielle, meurtri par une semaine catastrophique pour son leadership, était venu tenter de se refaire une petite beauté politique, lui qui habituellement ne met jamais le nez au Comité des finances.

Il fallait bien faire quelque chose ! Il fallait bien tenter de recentrer l'attention des médias sur les libéraux et faire oublier au pays la crise, la vilaine rébellion de huit députés de l'opposition officielle de Sa Gracieuse Majesté qui en ont eu assez mardi de leur chef et qui lui ont indiqué la porte avant d'être suspendus du caucus. Il fallait bien faire oublier son faux pas de la semaine précédente devant le Congrès juif à propos du conflit au Proche-Orient, faire oublier que le Conseil des relations canado-arabes veut le poursuivre pour diffamation, faire oublier que la journée même son ami et directeur des communications, Ezra Levant, s'était mis les pieds dans les plats et venait de démissionner (encore un !).

Quoi de mieux, s'est sans doute dit l'ancien trésorier de l'Alberta qui s'y connaît en finances, que d'enfoncer un coin au ténor Paul Martin.

Le problème est que M. Day a encore fait la démonstration d'un piètre stratège en s'attaquant à une cible comme celle-là. Malgré sa grippe, M. Martin a tenu le haut du pavé d'un bout à l'autre de la brève confrontation. Stockwell Day avait l'air du *Titanic* qui se fracassait sur un iceberg.

Le ministre des Finances s'est amené devant le comité avec en poche un excédent budgétaire de 15 milliards de dollars et un bilan de 24 milliards en baisses d'impôt et en stimulus économiques de toute sorte pour l'année en cours — et cela au beau milieu d'un ralentissement économique mondial.

Le chef de l'Alliance cherchait le point faible. Il a trouvé à redire sur des détails, sur le fait notamment que Paul Martin avait étalé ses prévisions sur deux ans et non sur cinq ans. Le ministre a-t-il peur, a demandé en substance M. Day, comme l'ont annoncé certains analystes, de retomber en déficit dans trois ans ? Veut-il cacher la vérité aux électeurs ?

La réponse est venue comme un « uppercut » : pour que les Canadiens puissent garder les pieds au chaud, a dit M. Martin, nous fixons des objectifs réalistes à l'intérieur d'une année ou deux; les prévisions à long terme sont trop périlleuses et incertaines.

Et pour achever de démolir son rival qui venait de lui demander pourquoi il avait dé-



Photo PC

Les huit députés alliés rebelles qui en ont eu assez mardi de leur chef Stockwell Day et qui lui ont indiqué la porte avant d'être suspendus du caucus.

cidé de sauter une année avant de présenter un nouveau budget, Paul Martin a rappelé que le minibudget d'octobre contenait les plus grosses baisses d'impôt et les plus importants investissements dans le domaine de la santé de toute l'histoire du Canada. « Vous pouvez appeler ça une orange, a dit Martin. Mais moi, je trouve que l'énoncé d'octobre a toutes les apparences d'un budget. »

Le problème pour Stockwell Day est que ce genre d'humiliation renforce la thèse avancée par ceux qui ont rompu avec lui; qu'il n'est pas l'homme de la situation, qu'il n'est pas celui qui pourra se présenter demain matin devant un auditoire de milliers de personnes et clamer haut et fort qu'il est celui qui un jour fera l'unification de la droite au Canada pour offrir aux électeurs une solution de rechange plausible aux libéraux fédéraux. En fait, il n'y a pas que ses gaffes qui déplaisent à ceux qui ont rompu les rangs...

L'art du colmatage

Le leader de l'Alliance canadienne aura beau colmater les brèches laissées ces dernières semaines par les dissensions internes au

sein du parti, il s'agira toujours de colmatage. Il aura beau affirmer qu'il a repris le contrôle de la situation, il ne pourra pas d'ici un an empêcher que d'autres brèches apparaissent. Il aura beau s'accrocher à sa légitimité démocratique de chef élu par la majorité des 250 000 membres de l'Alliance, le tohu-bohu qui règne autour de lui laissera toujours une marque indélébile. La question est désormais sur toutes les lèvres : comment peut-il prétendre unir la droite alors qu'il ne peut même pas préserver l'unité de son parti ?

Aux Communes, la situation n'est pas plus reluisante. Le leader en Chambre, John Reynolds, a tellement repris les choses en main qu'il est devenu le véritable chef d'orchestre de l'Alliance alors que Day projette l'image de celui qui fuit les journalistes et qui doit se reporter à son état-major avant de lever le petit doigt.

Lors de la période quotidienne des questions, le manque de personnel ferré, au sein de l'opposition officielle, dans l'art de la politique se fait cruellement sentir. Ce n'est pas Cheryl Gallant, une nouvelle élue ontarienne et leader adjointe en Chambre, qui réussira à offrir une prestation aussi spectaculaire que

la colorée Deborah Grey, la première élue réformiste au Parlement et l'un des plus habiles débatteurs des Communes.

Outre Jason Kenney et John Reynolds qui sont derrière Day, il n'y a pas de députés à l'Alliance qui aient la crédibilité de Deborah Grey, de Chuck Strahl, de Preston Manning, de Monte Solberg ou de Diane Ablonczy. Ces derniers sont plutôt silencieux ces jours-ci... Ils attendent sans doute de voir comment va se comporter le chef. S'ils lâchent Day dans les prochains jours, l'éclatement du parti sera pratiquement irréversible, et la chute du leader inévitable.

D'autant plus que la stratégie du nouvel état-major de Day aux Communes n'a rien pour adoucir l'image extrémiste du parti. Les demandes répétées de l'Alliance pour de nouvelles réductions d'impôt, pour l'acceptation immédiate du projet américain de bouclier antimissile ou pour l'abolition de la loi sur le contrôle des armes à feu ne sont pas de nature à préparer à l'union de toutes les forces conservatrices du pays.

En attendant la fin de ce feuilleton, celui qui marque le plus de points dans toute cette histoire n'est pas allianciste; il est conservateur et il s'appelle Joe Clark.

Une crise énergétique ? Quelle crise ?



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

« Les États-Unis font face en l'an 2001 à la plus sérieuse pénurie d'énergie depuis les embargos pétroliers des années 1970. » Du moins, c'est ce que prétend l'administration Bush II dans un rapport servant à justifier un plan massif et très controversé de relance énergétique.

« Si nous n'agissons pas, ce pays risque de faire face à un avenir sombre, dont les prix croissants de l'essence à la pompe et les coupures d'électricité en Californie donnent déjà un aperçu », a déclaré le président américain, jeudi, en rendant public le rapport de 163 pages préparé par le groupe de travail sur l'énergie de la Maison-Blanche dirigé par le vice-président Dick Cheney.

« Si nous n'agissons pas, les Américains feront face à des coupures de courant de plus en plus généralisées et notre pays deviendra plus dépendant du pétrole brut étranger. »

Vraiment ? Nombre d'experts ont froncé les sourcils en écoutant le président américain. Ils jugent abusive l'utilisation des mots « pénurie » ou « crise » pour parler de la situation de l'énergie aux États-Unis en 2001. À leurs yeux, le niveau actuel des réserves de pétrole et de gaz naturel — ainsi que la production d'électricité dans la majeure partie du pays — est convenable.

Il est donc erroné, selon eux, de comparer la situation actuelle aux pénuries des années 1970, lorsque les embargos pétroliers au Moyen-Orient avaient entraîné rationnement et longues files d'attente devant les stations-service.

Le fantôme de Carter

« Il n'existe, aujourd'hui, aucune crise énergétique comparable à celles que nous avons vécues en 1973 et en 1979 », a écrit l'ex-président Jimmy Carter dans un texte publié par le *Washington Post* le jour même du lancement du plan Bush.

« L'offre mondiale est adéquate et raisonnablement stable, les fluctuations de prix sont cycliques, les réserves sont abondantes et les automobiles ne font pas la queue à la pompe. Les déclarations exagérées semblent avoir pour but de promouvoir les ambitions longtermes frustrées de l'industrie du pétrole aux dépens de la qualité de l'environnement. »

L'intervention de l'ex-président Carter dans le débat n'est pas un hasard. En 1977, face à une véritable crise énergétique, il avait demandé aux Américains de se sacrifier en économisant l'énergie, en changeant leurs habitudes. Il avait donné l'exemple en baissant le thermostat de la Maison-Blanche à 65 degrés Fahrenheit.

Or, Bush a banni le mot « sacrifice » de son vocabulaire. Pas question de toucher au droit inaliénable du citoyen américain de rouler en 4X4 pour aller au dépanneur.

Certes, le président américain n'a pas négligé complètement la question des économies d'énergie. Dans le cadre de son programme, il entend offrir des crédits d'impôt à ceux qui feront l'achat de véhicules « hybrides » (fonctionnant à la fois à l'essence et à l'électricité). Il veut aussi consacrer 1,2 milliard des recettes des licences d'exploration au développement d'énergies renouvelables comme l'éolienne, la biomasse et la géothermie.

Les priorités de Bush

Mais les priorités de Bush sont ailleurs. Dans un discours à Toronto, la semaine dernière, son vice-président avait sans doute exprimé le sentiment véritable de la Maison-Blanche concernant les économies d'énergie.

« Économiser l'énergie est peut-être un signe de vertu personnelle, mais ce n'est pas une base suffisante pour une politique de



Le président Bush a rendu public jeudi un rapport de 163 pages préparé par le groupe de travail sur l'énergie de la Maison-Blanche dirigé par le vice-président Dick Cheney.

l'énergie cohérente et générale », avait affirmé Cheney, ex-PDG de la société de services pétroliers Halliburton, l'un des premiers groupes mondiaux du secteur.

La déclaration de Cheney avait consterné les écologistes. À la lecture du plan Bush, ceux-ci n'ont trouvé aucune raison de se réjouir.

L'administration américaine estime nécessaire la construction de 1300 à 1900 nouvelles centrales génératrices au cours des 20 prochaines années, de 60 000 kilomètres d'oléoducs et de gazoducs et de 400 000 kilomètres de lignes à haute tension. Elle appelle à l'exploitation des ressources houillères, pétrolières et gazières du pays, y compris dans les zones protégées de l'Alaska. Et elle prévoit une relance du nucléaire.

Pour le charbon, qui assure encore plus de 50 % de la production d'électricité aux États-Unis, l'administration républicaine met en avant les techniques de gazéification et lixiviation des veines comme solution de rechange propre à l'extraction de la houille sous forme de minerai.

Le problème californien

Mais les écologistes n'y croient pas. Ils rappellent que la combustion de charbon dégage la plus forte quantité de gaz responsables de l'effet de serre.

« Le charbon ne fait pas partie de nos plans à long terme, sauf si ceux-ci prévoient immerger San Jose (sur la côte californienne) sous l'eau », a affirmé Carl Pope, directeur exécutif du Sierra Club.

Le défi du président Bush sera de convaincre les Américains qu'il ne fait pas seulement le jeu de l'industrie de l'énergie, qui a contribué plus de 60 millions au financement de sa campagne à la présidence.

Les démocrates ne manqueront certainement pas l'occasion de l'attaquer sur ce point. Surtout si les prix de l'essence continuent de grimper.

La Californie constitue un autre danger pour Bush. Son plan ne propose rien, à court terme, pour aider l'État américain le plus peuplé, dont les problèmes proviennent surtout d'une ouverture à la concurrence mal conçue du marché de l'énergie qui a libéré les prix à la production, sans les libérer auprès des abonnés.

Gray Davis, le gouverneur de l'État, a réclamé en vain à la Maison-Blanche un plafonnement des prix.

« Nous sommes littéralement en guerre avec les compagnies d'énergie, dont plusieurs se trouvent au Texas », a déclaré le gouverneur Davis après le dévoilement du plan Bush.



Dick Cheney

L'équipe Bush fait place large aux représentants de l'industrie pétrolière

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président des États-Unis George W. Bush a travaillé dans le pétrole comme plusieurs des membres de son équipe.

Suivant les traces de son père George Bush, président des États-Unis de 1989 à 1993, George W. Bush, 54 ans, a commencé dans l'industrie du pétrole au Texas, État dont il est ensuite devenu gouverneur.

Mais il n'y a pas connu la réussite de son père, ses entreprises successives Arbusto (Bush traduit en espagnol), Bush Exploration puis Spectrum 7 connaissant une réussite financière aléatoire.

Ce n'est qu'avec la fusion de Spectrum 7 avec une autre entreprise du secteur, Harken, en 1989, peu avant la guerre du Golfe et la remontée des prix du pétrole, qu'il a connu le succès.

Son vice-président, Richard Cheney, qui est chargé de mettre au point le plan de développement de ressources énergétiques du pays, a été PDG de la société de services pétroliers Halliburton, dont le siège est à Dallas.

L'un des premiers groupes mondiaux du secteur, Halliburton fournit aux grands groupes pétroliers la logistique et le matériel d'exploration et d'exploitation des champs. Il dégage un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars et emploie plus de 100 000 personnes.

Richard Cheney, 60 ans, l'a dirigé de 1995 à 2000, après s'être illustré en politique comme représentant au parlement de l'État du Wyoming mais surtout comme secrétaire à la Défense de George Bush père lors de la guerre du Golfe.

Le montant de ses stock-options avait fait l'objet d'une polémique pendant la campagne présidentielle, Dick Cheney, qui est multimillionnaire, acceptant finalement d'y renoncer.

Condoleezza Rice, la conseillère de George W. Bush chargée de la sécurité nationale, a fait partie du conseil d'administration du groupe pétrolier américain Chevron de 1991 à 2000.

De 1993 à avril dernier, un pétrolier de 130 000 tonnes portant son nom a même navigué sur les mers du globe, avant que Chevron ne décide de le rebaptiser *Alair Voyager* « pour éliminer l'attention inutile soulevée par le nom original du bateau », selon un porte-parole du groupe.

Boeing et Chicago : un mariage coûteux ?

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

CHICAGO — Les soupirants étaient au nombre de trois : Chicago, Dallas et Denver. Pendant sept semaines, ils ont fait une cour assidue à Boeing, qui voulait déménager son siège social dans une des trois villes, se trouvant trop à l'étroit à Seattle, où le géant aéronautique a été créé en 1916.

Le processus de sélection n'a pas dû être déplaisant pour les dirigeants de Boeing, qui ont été traités comme des membres du Comité international olympique en quête d'une ville olympique. À Denver, ils ont été accueillis par John Elway, une légende du football. À Dallas, ils ont reçu une lettre du joueur de baseball Alex Rodriguez, qui les encourageait à le suivre de Seattle au Texas, où il a signé cette année un fabuleux contrat de 250 millions avec les Rangers. À Chicago, ils ont dîné avec l'élite de la ville dans un musée de prestige — l'Art Institute — au son d'un quatuor à cordes.

Le 10 mai, dans un roulement de tambour, le président de Boeing, Phil Condit, a finalement annoncé son choix. En septembre prochain, il installera le siège social de la firme à Chicago.

« C'est un grand jour pour l'État de l'Illinois et la ville de Chicago », a exulté le gouverneur George Ryan, la semaine dernière, après avoir accueilli les dirigeants de Boeing en compagnie du maire Richard Daley.

Mais Boeing n'aura pas choisi Chicago seulement pour ses beaux yeux. Au cours des 20 prochaines années, le constructeur recevra de la ville et de l'État de l'Illinois la

lie somme de 63 millions en avantages fiscaux et autres incitatifs.

L'épisode illustre jusqu'ou certains élus sont prêts à aller pour attirer les entreprises chez eux. Boeing, rappelons-le, a réalisé en 2000 des profits de 2,5 milliards sur des recettes de 51,3 milliards.

Moins de 500 emplois

La générosité de la Ville de Chicago et de l'État de l'Illinois en a fait tiquer quelques-uns, dont Wellington Webb, maire de Denver, un des villes en lice pour accueillir le siège social de Boeing.

« Je ne pense pas que notre rôle soit de payer les gens pour vivre ici », a déclaré Webb après l'annonce du choix de la firme de Seattle.

À Chicago, certains intervenants ont également émis des réserves.

« C'est très bien que Boeing ait décidé de venir ici », a déclaré Jackie Leavy, directrice du Neighborhood Capital Budget Group, une organisation qui lutte pour le développement des quartiers de Chicago. « Mais les incitatifs devraient être limités et liés à des engagements concrets... C'est bien beau le prestige, mais ce n'est pas assez pour le citoyen de Chicago qui cumule deux ou trois emplois pour boucler son budget ou pour les gens dont l'école locale s'écroule. »

Sur le plan des emplois, le déménagement du siège de Boeing ne représente pas un gain majeur pour Chicago. Le personnel concerné représente moins de 500 personnes. Le 4 septembre prochain, celles-ci s'installeront au 100 North Riverside, dans une tour de 36 étages située au centre-ville. Boeing conti-

nuera à fabriquer la majorité de ses avions dans la région de Seattle, où se trouvent 80 000 de ses 198 000 employés du monde entier.

Mais la décision de Boeing n'en a pas moins été accueillie comme une très grande victoire par les politiciens et les gens d'affaires de Chicago et de l'Illinois. Elle redore certainement l'image de la Ville des vents, qui a souffert au cours des dernières années de la perte de sièges sociaux importants, dont ceux d'Amaco Oil, Quaker Oats et Ameritech, à la suite de fusions.

Boeing se joindra à plusieurs sociétés importantes ayant conservé leurs sièges sociaux à Chicago, y compris Sears, Motorola, McDonald's, United Airlines et Roebuck.

Des retombées de 5 milliards ?

La décision de Boeing se traduira également par des retombées économiques de cinq milliards en 20 ans pour l'État, selon une étude commandée par le gouverneur de l'Illinois. Les auteurs de l'étude estiment que chaque emploi créé par le constructeur en génèrera cinq autres.

Mais l'impact réel du déménagement d'un siège social est difficilement quantifiable, selon Norm Bobins, président de la chambre de commerce de Chicago.

« Boeing apporte à région de Chicago plusieurs avantages intangibles, et pas seulement au niveau de l'argent qui sera dépensé en biens et services ou des entreprises qui seront attirées ici à cause de sa décision, a dit Bobins. Les dirigeants de Boeing et leurs familles joueront également un rôle important au niveau de la vie civique, des arts et de la philanthropie. »

Pour sa part, en déménageant son siège social à Chicago, Boeing veut signaler à la communauté des investisseurs son intention de diversifier ses activités. Le constructeur espère notamment accroître son rôle dans la défense, les satellites et les télécommunications.

« Nous avons retenu trois métropoles comme lieux possibles pour notre siège », a expliqué le président de Boeing au cours d'une conférence de presse à Chicago, la semaine dernière. « La décision a été difficile à prendre. Nous sommes ici non pas parce que nous voulions quitter Seattle, mais parce que nous voulions construire un groupe plus important. Nous croyons que distinguer notre siège mondial de toute autre de nos grandes activités nous aidera à atteindre nos objectifs de croissance. »

En s'installant à Chicago, les dirigeants de Boeing se simplifieront aussi la vie. La ville est à seulement deux heures d'avion de New York et Washington, où ils doivent souvent se rendre par affaires.

À Chicago, Boeing n'est évidemment pas la première entreprise à jouir d'avantages fiscaux et autres incitatifs. Depuis l'élection du maire Daley, en 1994, l'administration municipale a donné un milliard pour attirer de nouvelles entreprises ou encourager le développement.

« Daley a été très dynamique sur ce plan, et je pense que ça rapporte, a dit David Schulz, spécialiste des affaires municipales à l'Université Northwestern. La preuve, c'est que la population de Chicago a augmenté depuis son arrivée au pouvoir. S'il n'y avait pas d'emplois, les gens ne viendraient pas ici. »

Baril: Ottawa nuit aux affaires du Québec à l'étranger

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale

MEXICO - Le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Gilles Baril, et les 22 entrepreneurs qui l'accompagnent en mission économique au Mexique n'ont pu rencontrer un seul ministre fédéral du gouvernement Fox.

Selon la procédure établie par Ottawa, le Québec avait prié l'ambassadeur Keith Christie de lui assurer des entrevues avec des ministres fédéraux occupant des postes stratégiques pour les entreprises québécoises : économie et PME, environnement, énergie, tourisme.

« Résultat zéro », s'indigne le ministre Baril. « L'ambassade ne nous a ménagé aucune rencontre avec des ministres fédéraux, alors que les affaires importantes au Mexique se décident au plus haut niveau politique. Une ambassade cinq étoiles, est-ce une ambassade qui met des bâtons dans les roues

du Québec ou qui aide les entreprises québécoises dans leur expansion internationale ? demande le ministre québécois. Le développement de nos marchés dans les Amériques est prioritaire et peut représenter pour l'industrie québécoise et la création d'emplois une nouvelle révolution tranquille. »

Joint au téléphone, M. James Lambert, chargé d'affaires de l'ambassade du Canada, explique que l'ambassade a suivi le protocole établi : lettre aux Affaires étrangères, le 4 mai, puis contacts subséquents avec le directeur général des affaires d'Amérique du Nord. L'ambassadeur Christie, qui a été le numéro 2 dans les négociations de l'ALENA, a lui-même fait des démarches auprès du sous-ministre. Aucun des ministres sollicités par le Québec n'était disponible aux dates mentionnées.

Pourtant, le Québec est de toutes les provinces canadiennes celle qui a établi les relations les plus étroites avec l'État de Guanajuato et les principaux collaborateurs du président Fox lorsqu'il gouvernait cet État de cinq millions d'habitants. Ces hommes sont maintenant aux

commandes du gouvernement fédéral mexicain

« Si les fonctionnaires de l'ambassade avaient pris le téléphone pour appeler leurs contacts de haut niveau, ils auraient obtenu de meilleurs résultats », renchérit un haut fonctionnaire, qui a préparé cette mission comme celle du premier ministre Lucien Bouchard, il y a deux ans. La presse canadienne avait alors diffusé une directive du gouvernement fédéral suggérant à ses ambassadeurs, dans la foulée du référendum de 1995, de réduire la visibilité du Québec sur la scène internationale.

Retombées de 24 millions

Le ministre Gilles Baril dresse néanmoins un bilan positif de sa visite qui pourrait générer, selon lui, des ventes et prestation de services pour quelque 24 millions de dollars. Les entrepreneurs qui l'accompagnaient sont en général satisfaits et pensent qu'accompagner un ministre fédéral ou provincial ouvre des portes. M. Ghislain Paradis, de Desjardins International, explique : « Sachant que notre ministre a établi de bons contacts avec

le sien, les hauts fonctionnaires mexicains vont activer le suivi et répondre à nos appels téléphoniques. D'autre part, si des partenaires ou des clients probables sont convaincus que nos plans d'action reçoivent l'appui des différents gouvernements du Canada, ils seront plus enclins à accélérer un partenariat. »

Desjardins International vient de signer une entente d'un million et demi avec le ministère des Finances et y déléguera un consultant permanent pour mettre de l'ordre dans les « cajas populares » du Mexique.

Des entrepreneurs comme Jean Tremblay à la tête d'une entreprise de géomatique (Softmap) pensent doubler et même tripler leur chiffre d'affaires au Mexique. Des sociétés comme Arcon, spécialisée dans la construction, croient que la rencontre avec le gouverneur du Quintana Roo (Cancun) sera fructueuse. Le gouverneur a même relancé un projet de train léger Bombardier entre Cancun et Tulum. Pluralité (un consultant de Québec) a inauguré un bureau à Mexico. Génétiporc s'installe à Queretaro après avoir exporté, l'an dernier, 5000 porcs au Mexique.

« L'expansion des entreprises québécoises en Amérique latine constitue une priorité dans le nouveau contexte géopolitique des Amériques, insiste le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce. Mais l'expérience que nous venons de vivre m'incite à penser qu'il va falloir réviser en profondeur notre stratégie sur la scène internationale pour éviter l'exclusion du Québec et vaincre ce mur qu'Ottawa dresse sur la route des entreprises. »

Cette semaine a été fort occupée pour l'ambassade du Canada à Mexico : le ministre fédéral de l'Agriculture, Lyle Vanclief, dirigeait une campagne de publicité des éleveurs de boeuf et des éleveurs de porc et rencontrait le ministre mexicain de l'Agriculture pour lui transmettre les griefs des exportateurs de semences de pommes de terre des Maritimes boycottés par le Mexique. « Les fonctionnaires fédéraux, signale M. James Lambert, ont eu six semaines pour préparer cette mission. Le Québec nous accordait moins de deux semaines pour préparer la sienne. »

OUVERT LUNDI la Fête de Dollard jusqu'à 18h!

Des Milliers de STORES Le plus grand choix au plus bas prix!

Des centaines de styles disponibles dans toutes les grandeurs!

verticaux pour portes patio

LAMELLES EN VINYLE 3 1/2 po Neige ou albâtre. Modèle <i>Primo</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	57⁹⁹
LAMELLES EN TISSU 3 1/2 po Tissu texturé de couleur naturelle Modèle <i>Derby</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	69⁹⁹
LAMELLES EN VINYLE CÔTELÉ Choix de couleurs décoratives Modèle <i>Valentino</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	83⁹⁹
LAMELLES EN VINYLE GRAVÉ Motif gravé décoratif. Modèle <i>Diego</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	99⁹⁹
LAMELLES EN LUXUEUX TISSU Imprimé de dentelle. Modèle <i>Monaco</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	106⁹⁹
LAMELLES DE VINYLE EN RELIEF Choix de couleurs contemporaines. Modèle <i>Finesse II</i> (75 po x 84 po) format porte-patio	157⁹⁹

Des styles et des couleurs pour tous les budgets!



Latte de 1 po ou 2 po et galons décoratifs en option!

stores de bois naturel

STORES EN BOIS VÉRITABLE 2 po Teintures à l'huile naturelles en chêne d'or, blanc, parchemin ou acajou. Modèle <i>Natura</i> ™ (23 po x 42 po) à partir de	41⁹⁹
IMPORTATION! STORES EN BOIS DUR 2 po Choix de cinq superbes couleurs avec accessoires en bois. Modèle <i>Tango</i> ™ (23 po x 30 po) à partir de	67⁹⁹
STORES EN BOIS DE TILLEUL AMÉRICAIN Offert en une palette de 18 couleurs Latte de 1 po ou 2 po Modèle <i>Laredo</i> ™ style (23 po x 30 po) à partir de	83⁹⁹



Filtrant de la lumière, assombrissant ou opaque!

toiles de fenêtres classiques

TOILES DE FENÊTRES ASSOMBRISSANTES Vinyle 3 épaisseurs / 8 oz lavable. Latte inférieure en bois dur. Modèle <i>Deluxe II</i> (28 1/4 po x 58 po) à partir de	14⁴⁹
TOILES DE FENÊTRE OPAQUES Fabriquées avec notre meilleur tissu 100 % opaque 4 plis / 12 oz. (37 1/4 po x 70 po) Modèle <i>Médaille D'Or</i> ™ à partir de	29⁹⁹

20,000 STYLES et COULEURS de STORES!

MINI STORES EN ALUMINIUM Stores horizontaux de luxe. Grand choix de couleurs décoratives. Modèle <i>Séville</i> (18 po x 45 po) à partir de	10⁹⁹
STORES PLISSÉS FILTRANT LA LUMIÈRE Pliés à la perfection en 7 couleurs. Modèle <i>Entrée</i> (23 po x 42 po) à partir de	39⁹⁹

LE MARCHÉ DU STORE™
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE!

Verticaux en Vinyle!
29⁹⁹
36 x 48 Valance en sus
Modèle 'Primo'

IMMENSE CHOIX!

Tous nos stores sont garantis à vie!

Sélection, qualité et prix imbattables!

Comptez sur nous! Nous sommes les experts du store!

UNIQUEMENT au MÉGA CENTRE DE LIQUIDATION
UNE ADRESSE SEULEMENT: 3500, BOUL. ST-JOSEPH E. MTL.

STORES EN BOIS VÉRITABLE
Stores de haut de gamme non-réclamés
Modèles LAREDO et TANGO / Blanc ou Albâtre

Exemple : 41 1/2 po x 96 po Régulier 380^{00\$} UN SEUL PRIX 49^{99\$} jusqu'à 42 po de large	IMMENSE CHOIX de grandeurs en stock!	Exemple : 95 1/2 po x 96 po Régulier 839^{00\$} UN SEUL PRIX 69^{99\$} Plus de 42 po de large
---	--	---

Découpez épargnez!

Rabais additionnels sur nos très bas prix du fabricant!

10\$ de rabais sur achats de plus de 50\$	50\$ de rabais sur achats de plus de 250\$
20\$ de rabais sur achats de plus de 100\$	100\$ de rabais sur achats de plus de 500\$

Expiration : le 3 juin, 2001 CODE 1830
Présenter le coupon en plaçant votre commande. Ne peut être appliqué aux achats antérieurs. Ne peut être jumelé avec aucune autre offre. Un coupon par maisonnée.

Les universités jouent un rôle essentiel dans la promotion du français

Presse Canadienne

QUÉBEC — C'est uniquement en s'unissant que les universités francophones peuvent accroître la présence de la langue française à l'échelle internationale.

« En constituant des masses critiques nécessaires, les universités francophones créent un espace scientifique et culturel de stature mondiale, et mènent le combat de la diversité culturelle et linguistique », a soutenu hier le président de l'Université du Québec, Pierre Lucier.

Ce dernier inaugurerait, en compagnie des ministres Louise Beaudoin et Ronald Duhamel et du recteur de l'Université Laval François Tavenas, une assemblée générale extraordinaire des représentants de 400 universités francophones réparties dans 30 pays.

Cette assemblée extraordinaire se poursuivra en fin de semaine afin, notamment, de réviser et de moderniser les statuts de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

L'Agence universitaire de la francophonie, fondée il y a 40 ans, compte maintenant 400 universités membres, dans une trentaine de pays. L'organisme a été fondé sous le nom de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) et a été rebaptisée Agence universitaire de la francophonie, en 1993.

Dans son allocution d'ouverture, le président de l'Université du Québec a rappelé que « le maintien et le développement de la langue française sont des enjeux proprement existentiels ».

Si, au Canada, le français « est une composante obligée du visage de la confédération canadienne, il est au Québec l'âme et le cœur de notre identité collective ».

Les Québécois éprouvent donc pour la vitalité de la langue française « une sorte de besoin biologique, qui motive notre militantisme parfois bruyant ».

Après avoir révisé les statuts de l'organisme, les délégués à la séance de l'AUF étudieront en atelier, aujourd'hui, la question de la présence et du développement du français dans le secteur scientifique.

Le secrétaire général de la francophonie, Boutros Boutros-Ghali, avait délégué un représentant spécial, l'ambassadeur de Haïti auprès de l'UNESCO, Etzer Charles, pour le représenter à cette importante réunion.

LE MARCHÉ DU STORE™
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE!

Appelez **1-800-254-6377** pour le supermagasin le plus près de chez vous
www.lemarchedustore.com

Montréal LE MEGA-MARCHÉ DU STORE
3500, boul. St-Joseph Est (514) 259-3500 Entre boul. St-Michel et boul. Pie IX

Saint-Léonard (514) 256-3335 • 6920 Jean-Talon Est	St-Eustache (450) 974-3434 • 260, boul Arthur-Sauvé
Dollard-des-Ormeaux (514) 624-9768 • 3940, boul. St-Jean N.	Terrebonne (450) 471-4791 • 900, boul Des Seigneurs
Plaza St-Hubert (514) 278-8327 • 6872, rue St-Hubert	Repentigny (450) 582-9937 • 111, boul Industriel
Pointe-aux-Trembles (514) 640-9037 • 11800, rue Sherbrooke E.	St-Jérôme (450) 569-8332 • 2137, boul Labelle
Chomedey (450) 668-2370 • 55, boul. St-Martin Ouest	Joliette (450) 752-4123 • 968, Papineau
Fabreville (450) 963-2020 • 519, boul. Curé-Labelle	St-Jean-sur-Richelieu (450) 348-0990 • 1050, boul Du Séminaire N.
Greenfield Park (450) 672-0200 • 3836, boul. Taschereau	Hyacinthe (450) 771-4266 • 2626, boul Casavant ouest

Autres régions: Granby, Sorel, Drummondville, Sherbrooke, Victoriaville, Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec, Lévis, St-Georges de Beauce, Chicoutimi, Gatineau. Blinds To Go, Ottawa, Toronto, Kitchener, London, Windsor, Détroit, New York, Pennsylvania, New Jersey, Connecticut, Virginia et Maryland.

2960575
Not Ready

Les marais de Mésopotamie en voie d'assèchement

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les marais de Mésopotamie dans le sud de l'Irak ont disparu à 90 % à cause de drainages et de la construction de barrages, a indiqué hier le programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), en se fondant sur des photos satellites données par la NASA.

« Cette catastrophe écologique majeure, comparable à l'assèchement de la mer d'Aral et la déforestation de large portions de l'Ama-

zone, n'a guère été signalée jusqu'ici, en raison de la situation difficile en Irak depuis une décennie », a déclaré à la presse Klaus Toepfer, directeur général du PNUE.

Le désastre frappant cette zone historique entre les fleuves Tigre et Euphrate apparaît en comparant des images satellites datant de 1973 et 2000.

Selon une étude que la PNUE doit publier plus tard cette année, cet assèchement des zones de mar-

gages, dont la superficie n'est plus que de 1500 à 2000 km carrés, soit « dix fois moins que jadis », a de graves conséquences pour les populations traditionnelles et pour l'environnement.

« Environ un cinquième des quelque 500 000 Arabes des marais ont trouvé refuge dans des camps en Iran et le reste ont été déplacés à l'intérieur de l'Irak. Une culture de 5000 ans, héritière des anciens Sumériens et Babyloniens, est sérieusement menacée », estime la PNUE dans un communiqué.

Le régime sunnite du président irakien Saddam Hussein a été accusé d'avoir drainé les marais après l'insurrection des populations chiites du sud de l'Irak en 1991, qui suivit la défaite militaire de Bagdad dans la guerre du Golfe.

Le PNUE a demandé à l'Irak, la Turquie et à la Syrie qui ont construit plus de 30 barrages sur le Tigre et l'Euphrate, d'accepter un plan de sauvetage.

La valeur du don d'images de la NASA est estimée à 20 millions de dollars.



PHOTO REUTERS

Le programme énergétique annoncé par le président Bush est un plan intérieur pour les États-Unis, s'est borné à dire le ministre canadien des Ressources naturelles, Ralph Goodale.

Le Canada reste muet devant le nouveau plan énergétique de Bush

JULES RICHER
Presse Canadienne

OTTAWA — Le Canada refuse pour l'instant de prendre position à l'égard du nouveau programme énergétique du président américain George W. Bush, basé sur un recours accru au pétrole, au gaz naturel et au nucléaire.

Le ministre des Ressources naturelles, Ralph Goodale, s'est borné hier à expliquer à la Chambre des communes que le programme de M. Bush allait d'abord et avant tout affecter les États-Unis. S'il y a des impacts sur le Canada, on avisera par la suite.

« Manifestement, le programme annoncé par le président Bush est un plan intérieur pour les États-Unis », a-t-il expliqué.

« À mesure que ce programme, a-t-il ajouté, aura des impacts sur les Canadiens et le Canada, nous insisterons pour que les règlements environnementaux de notre pays soient pleinement appliqués et respectés. »

Cette réaction tranche avec celle de l'Union européenne, qui a immédiatement condamné les visées de M. Bush, jugées rétrogrades. « Ce n'est pas la solution au problème auquel nous sommes confrontés en matière de changement climatique », a affirmé jeudi le ministre suédois de l'Environnement, Kjell Larsson, au nom de l'Union européenne.

Cela a fait dire au Bloc québécois que le Canada avait peur d'affronter l'Oncle Sam. « On est très déçu de la position du gouvernement canadien », a soutenu la députée Caroline St-Hilaire.

« C'est un retour en arrière de 30 ans alors qu'il y a actuellement un débat de fond sur l'environnement », a-t-elle poursuivi. Selon elle, le ministre Goodale est à la remorque du président Bush.

Le Bloc s'inquiète en outre au sujet de la possibilité, qui aurait été évoquée par les Américains dans les derniers jours, de procéder à des forages pétroliers dans les Grands Lacs, un projet que l'on estime potentiellement risqué pour le fleuve Saint-Laurent.

Le NPD juge tout aussi sévèrement le gouvernement américain, parce que, selon le parti, il traite le Canada comme son 51^e État. « À cause de l'ALENA, nous avons très peu de contrôle sur l'approvisionnement en énergie », a dit le député Lorne Nystrom.

Confrontés à une crise énergétique aiguë, les États-Unis ont indiqué cette semaine qu'ils songent à encourager les nouveaux forages pétroliers et gaziers, notamment dans l'Arctique. De plus, on compte sur le Canada pour fournir davantage d'énergie provenant de carburants fossiles et de l'hydroélectricité. Ce programme a suscité immédiatement une levée de boucliers chez les environnementalistes. Leur ire est d'autant plus forte que M. Bush a, il y a deux mois, annoncé son intention de retirer son pays du Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre.

Appelé à s'expliquer en point de presse, le ministre Goodale a avancé que le Canada aurait peut-être des moyens d'encourager les Américains à conserver l'énergie. « Les États-Unis ont indiqué qu'ils voulaient être de bons clients en matière d'approvisionnement en énergie. Et l'approvisionnement se fera aux conditions du Canada », a prétendu M. Goodale, qui estime que l'Aléna ne fera pas obstacle.

Abandon des affaires Solde de liquidation

House of Persian Rugs, une des plus grandes maisons de tapis au Canada, se retire des affaires et nous a autorisés à liquider tout son stock.

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

Tous les tapis - 100 \$ à 1 800 \$

TOUTES LES TEINTES!

TOUTES LES DIMENSIONS!
De 2 x 3 pi à 12 x 18 pi
Tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur

SUPERBES MOTIFS!
Tabriz laine/soie, Qum pure soie, Kashan, Nain, Sarough, Bakhtiari, Mashad

Vente :
Samedi 19 mai 2001 13 h à 19 h
Dimanche 20 mai 2001 11 h à 19 h
Lundi 21 mai 2001 11 h à 18 h

Adresse :
Hôtel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie
Montréal QC
(514) 731-7701

Visa, MasterCard, Amex, chèque ou argent comptant

SOLDE D'OUVERTURE nouvelle surface LAVAL

MOUNTAIN HARD WEAR
série Kinetic homme-femme
100 % polyester
-30%

Bermuda
100 % nylon homme-femme
Prix courant : 54,99 \$

Sandales NORDICA
condition sec ou humide, unisexe
Prix courant : 79,99 \$

Pantalon Alizée
100 % nylon homme-femme
Prix courant : 89,99 \$

Spéciaux en vigueur jusqu'au 25 mai 2001

KAKI PLEIN AIR

Montréal • 6575 rue St-Denis • (514) 274-7122 **BEAUBIEN**

Laval • 1680, Boul. de L'Avenir (Une rue à l'est de l'angle St Martin et le Corbusier) • (450) 681-9859 • 1-800-363-1101

Joliette • 67, place Bourget Nord • (450) 753-5332 • 1-800-268-7332

Installation gratuite

Branchez votre télé sur deux satellites et obtenez l'installation gratuite*.

(Une économie de 199 \$.)

Obtenez aussi 100 \$ de crédit de programmation

Système Navigo 301 prêt pour la réception double et antenne elliptique 299 \$

Crédit de programmation 100 \$**

Installation de base (régulier 199 \$) 0 \$†

Prix net 199 \$*

Le système Navigo 301 fait partie de la famille des récepteurs les plus avancés sur le marché :

- Son et image numériques de qualité supérieure
- Ambiophonie Dolby® de bout en bout
- Guide de programmation interactif
- Programmation personnalisée
- Télé à la carte instantanée

STAR CHOICE
NOTRE TÉLÉ, C'EST D'ABORD LA VÔTRE.
1 888 554-STAR www.starchoice.com

Germain Larivière
Sainte-Rosalie
1 800 363-1336

Daniel Forand Satellite
La Prairie
(450) 444-8622
www.danielforand.com
1 800 268-8622

Montcalm Électronique
Laval
(450) 663-3102
1 888 663-3102

Meuble Armand Pagé Ltée
Mont-Laurier
(819) 623-1343
Saint-Jovite
(819) 425-2748

Studio de musique Uni-Son
Joliette
(450) 759-3204

Centre Vidéo des Laurentides
Ste-Marqu Shore
(450) 228-2488

Atelier Électronique Brosseau
St-Hubert
(450) 678-3430

† S'applique à une installation de base seulement. **Après tous les crédits. Cette offre est valable pour les nouveaux clients résidentiels seulement et se poursuivra jusqu'à une date indéterminée. ***Pour avoir droit au crédit de programmation de 100 \$, les nouveaux clients doivent s'abonner au forfait Nickel, Platine, Platine Bilingue, Platinium ou Diamant. Le crédit de programmation sera porté au compte du client au moment de l'activation de son système. D'autres conditions peuvent s'appliquer. Tous les détails en magasin. *Dolby® et le logo Double-D sont des marques déposées de Dolby Laboratories Licensing Corporation sous licence de General Instrument Corporation. Star Choice® Le logo Star Choice ainsi que tout autre logo ou concept comme sont des marques de commerce de Star Choice Communications Inc. et Star Choice Television Network Incorporated.

Le Congrès américain s'intéresse enfin à l'holocauste dans l'Afrique des Grands Lacs



JOONFED KHAN
ANALYSE

« Une catastrophe humanitaire jamais vue dans l'histoire du monde » se déroule dans l'est du Congo-Kinshasa, ravagé et pillé par ses voisins, a dénoncé un membre de l'archevêché de Bukavu devant une commission du Congrès américain cette semaine.

« La situation dépasse l'entendement », a ajouté le père Jean-Bosco Bahala, en demandant au peuple américain : « Comment pouvez-vous taire devant un drame pareil ? »

« Le Congo connaît une crise humanitaire de dimension colossale », a renchéri devant les élus américains Reynold Levy, président du Comité de secours international (IRC).

Fondé en 1933 à la requête d'Albert Einstein pour secourir les opposants d'Hitler, l'IRC vient de publier un rapport de terrain qui estime que la guerre dans l'est du Congo a fait 3,5 millions de morts depuis août 1998 — et que 2,5 millions d'entre eux ont été victimes de privations imposées par la guerre (déplacements, destruction de l'économie, absence de soins, etc.)

« Deux à trois millions de morts en excès de ce que l'on prévoit d'une telle guerre, c'est trop horrifant pour ne pas être corroboré de façon indépendante », a déclaré Les

Roberts, un épidémiologiste qui a mené l'enquête de l'IRC.

« Ce qui se passe dans l'est de la RDC (République démocratique du Congo) n'est rien de moins qu'un holocauste au ralenti », a affirmé Anne Edgerton, de retour d'une mission sur place pour le compte de Refugees International.

Plusieurs membres du Congrès sont intervenus pour dénoncer les atrocités commises dans le nord et l'est de la RDC occupés par les armées de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi.

Mais la plus dure a été Cynthia McKinney, représentante démocrate de Géorgie, qui a dénoncé « le rôle d'entreprises américaines et européennes qui, ensemble avec le Rwanda et l'Ouganda, pillent les ressources de la RDC ».

Mme McKinney est membre de la sous-commission de la Chambre sur les opérations internationales et les droits humains. L'audience de cette semaine faisait suite à un atelier organisé par elle au Congrès le mois dernier sur le thème : « Action secrète en Afrique : Un revolver fumant à Washington ».

« L'Occident a continué de piller les richesses de l'Afrique post-coloniale, et a même contribué aux massacres des Africains tout en cultivant le mythe que les drames de l'Afrique sont imputables aux Africains eux-mêmes », avait-elle dit en ouvrant la réunion.

« Une grande partie de ce que vous allez entendre aujourd'hui n'a pas été médiatisée à cause de fortes pressions », ajoutait-elle.

Ses invités étaient Janine Farrell Roberts, auteur du livre *Blood Stained Diamonds*, et Ellen Ray, cofondatrice du *Covert Action Quarterly* (CAQ), Keith Snow, chercheur, James R. Lyons, ancien agent du FBI



Photo d'archive La Presse ©

Une partie du contingent ougandais a quitté récemment le Congo, relevé par des troupes fraîches chargées de soutenir les opposants au pouvoir.

qui fut chef des enquêtes au Tribunal international sur le Rwanda, à Arusha, et Wayne Madsen, journaliste d'enquête et auteur de *Genocide and Covert Activities in Africa 1993-1999*.

Les révélations furent époustouflantes, et nul doute qu'elles ont été déterminantes à persuader la sous-commission du Congrès à convoquer l'audience publique de jeudi dernier.

Mme Roberts a révélé que des pressions « de gens importants et riches » avaient été exercées pour bloquer son film *The Diamond Empire* dans la série *Frontline* de la télévision publique aux États-Unis et son livre *Blood Stained Diamonds*. Mais elle a surtout décortiqué les liens entre le milliardaire Maurice Tempelman et la multinationale De Beers, et l'influence qu'ils ont

exercée sur la politique africaine des États-Unis dès les années 1950, en pleine lutte de décolonisation de l'Afrique.

Ellen Ray a analysé le soutien américain (politique, financier, diplomatique, militaire, renseignements) à divers acteurs de guerres civiles et d'invasions en Afrique pour « balkaniser » des géants comme le Congo et l'Angola afin de pouvoir mieux piller leurs fabuleuses ressources.

Keith Snow a ridiculisé l'assertion de l'ancien président Bill Clinton voulant que la guerre au Congo fut « la première guerre mondiale de l'Afrique » : « C'est plutôt une guerre occidentale par Africains interposés » ; il a cité le cas du géant minier canadien Barrick Gold, dont George Bush père, ancien président des États-Unis et ancien chef de la

CIA, est l'un des dirigeants, et qui exploite la mine de Kilo Moto, à Bunia, sous la protection de l'armée ougandaise. « tous les programmes de coopération militaire comme IMET, ACRI et JCET sont des couvertures pour les activités de compagnies minières comme Barrick, America Mineral Fields, Anglo American, le groupe Lundin, Lonrho », a-t-il affirmé.

James R. Lyons a parlé de l'enquête qu'il menait pour le TPR (Tribunal pénal sur le Rwanda) sur l'assassinat des présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda, et Cyprien Ntaryamira du Burundi, dans la destruction de leur avion au-dessus de Kigali le 6 avril 1994. « Ce fut l'étincelle qui déclencha la conflagration au Rwanda et tout le monde au TPR, dont la procureure en chef Louise Arbour, jugeait que cela tombait sous le mandat du tribunal, a-t-il dit, mais quand nous avons reçu des témoignages sérieux impliquant le général Paul Kagame, chef de l'Armée patriotique rwandaise, dans cet attentat terroriste, Mme Arbour ordonna de fermer le dossier. »

Wayne Madsen a renforcé la thèse de Lyons sur l'attentat du 6 avril, affirmant que les États-Unis — incluant Clinton — ont joué dans la tragédie rwandaise « un rôle plus grand qu'ils ne l'ont admis ». Il a estimé qu'« il est plus que temps que le Congrès examine sérieusement le rôle des États-Unis dans le génocide et les guerres civiles en Afrique centrale, ainsi que le rôle des compagnies militaires privées dans des conflits ».

Grâce au feu vert de Washington, l'ONU se déploie enfin en RDC et l'attention se porte vers l'éventuel « retrait » des agresseurs ainsi que vers le retour des partis politiques à Kinshasa. Mais l'holocauste continue dans le Congo occupé.

Et les évaluations de l'IRC commencent en août 1998 seulement. Or les tueries y ont débuté dès la victoire du FPR à Kigali en 1994 et la fuite massive de réfugiés hutus, massacrés en 1996-1997 dans un « contre-génocide » à la faveur de la poussée de Kabila père sur Kinshasa. En juillet dernier, *The African Observer*, un bimensuel publié aux États-Unis, parlait de « cinq millions de morts en 10 ans dans la région des Grands Lacs africains ».

**Y'é trop d'bonne heure !
est toujours l'émission
la plus écoutée
le matin entre 6 h et 9 h.**

**Vous pouvez toujours
essayer de faire croire
aux gens que vous êtes no 1 ...
ou bien l'être vraiment !**

**1 135 400
mercis !**

Au Canada et au Québec		À Montréal	
Stations	Auditeurs	Stations	Auditeurs
1. CKOI	1 135 400	1. CKOI	749 900
2. CITÉ	790 100	2. CITÉ	627 600
3. CKAC	742 200	3. CKMF	568 600
4. CKMF	734 000	4. CKAC	544 100
5. MIX96	582 700	5. MIX96	515 000

BBM printemps 2001 - rayonnement total et central - tous 12+

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

19 mai 2001

Page B9 manquante

Montfort, Westmount, Hampstead, même combat!



VINCENT MARISSAL
OTTAWA

Montfort, Westmount, Hampstead, Baie-d'Urfé, même combat? Les opposants à la grande ville de Montréal s'empressent de lier les deux

causes et Québec évite soigneusement les comparaisons. Encore une fois, ce sera aux tribunaux de trancher.

Bernard Landry a pourfendu cette semaine la commissaire aux langues officielles avec toute la verve qu'on lui connaît, l'accusant de se mêler des affaires de la nation québécoise en intervenant dans le dossier des fusions municipales.

La minorité anglophone du Québec est parmi les mieux respectées au monde et la commissaire ferait mieux de se préoccuper du sort des francophones hors Québec, a dit en substance le premier ministre du Québec.

Parlant de francophones hors Québec, M. Landry s'est toutefois

bien gardé de commenter le dossier de l'hôpital Montfort, seul hôpital francophone de l'Ontario, qui est menacé de disparition par le gouvernement de Mike Harris.

Le premier ministre s'est contenté de saluer le combat de Gisèle Lalonde et de son groupe qui se battent depuis quatre ans pour garder leur hôpital. La prudence de M. Landry s'explique aisément.

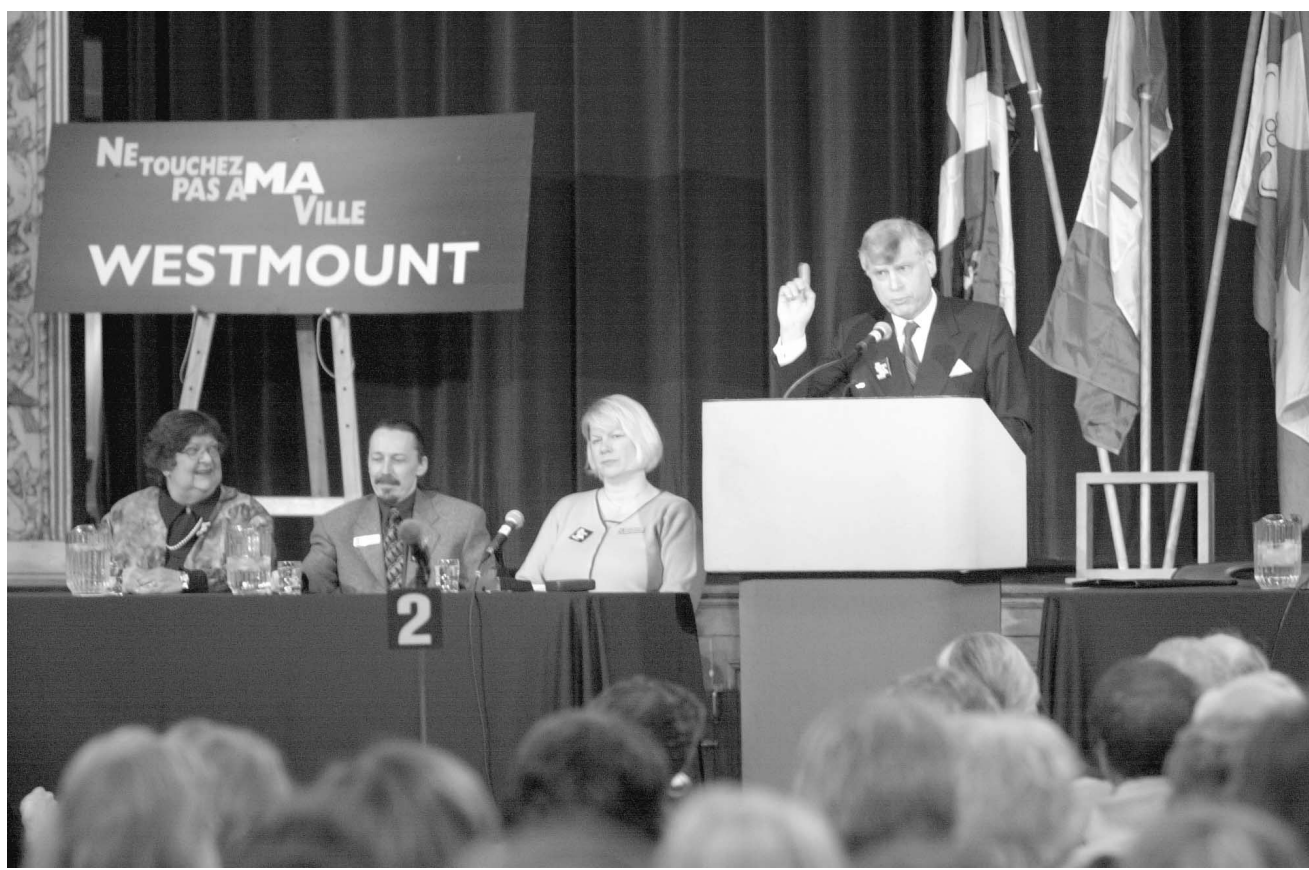
Les citoyens qui s'opposent à la fonte de leur ville dans une grande ville de Montréal n'ont pas hésité, eux, à faire le parallèle entre la

cause Montfort qui se joue en ce moment à la cour d'appel de l'Ontario et celle des fusions municipales au Québec. Ce n'est pas un hasard si la ville de Hampstead a choisi, pour défendre sa cause, l'avocat qui représente aussi Montfort. Il n'est pas surprenant non plus de voir les avocats de Westmount recourir au renvoi de la Cour suprême sur la sécession du Québec pour faire valoir les droits démocratiques des minorités.

Il est logique aussi de retrouver l'avocat Guy Bertrand, celui qui est à l'origine du célèbre renvoi de la Cour suprême, à la défense de Baie-d'Urfé.

Langue d'affichage au Québec, droits des francophones en Ontario, au Manitoba ou au Nouveau-Brunswick, services en français au

Canada, ce sont presque toujours les tribunaux, et le plus souvent la Cour suprême, qui doivent imposer les balises.



Le maire Peter Trent, de Westmount, lors d'une assemblée publique consacrée à la dénonciation des fusions municipales.

Canada, ce sont presque toujours les tribunaux, et le plus souvent la Cour suprême, qui doivent imposer les balises.

Dans l'« industrie constitutionnelle » canadienne, le département « dossier linguistique » tourne à plein régime. La Cour d'appel de l'Ontario tranchera le cas Montfort d'ici quelques mois (aucune date n'a été avancée), la Cour supérieure du Québec entend dès mardi la re-

quête des opposants à la fusion sur l'île de Montréal.

Dans les circonstances, on ne devrait pas s'étonner de voir apparaître la commissaire aux langues officielles dans le décor. Elle est aussi intervenue en faveur du bilinguisme dans la nouvelle grande ville d'Ottawa et pour le maintien de l'hôpital Montfort.

« C'est mon devoir d'intervenir partout au Canada où les droits des

minorités linguistiques sont menacés », a-t-elle indiqué cette semaine en réponse aux critiques de Bernard Landry.

Comme elle l'a fait la semaine dernière pour défendre l'hôpital Montfort, Dyane Adam intervient maintenant au nom des anglophones de l'île de Montréal en plaidant « que les provinces ne peuvent pas à leur guise réduire les droits linguistiques des minorités ».

Westmount, Hampstead et les autres villes qui luttent pour leur existence distincte se réjouissent de l'intervention de M^{me} Adam. Les avocats des 19 villes engagées dans la requête auraient certainement bien aimé que la Cour d'appel de l'Ontario rende très rapidement un jugement favorable à Montfort, ce qui ne risque toutefois pas de se produire, compte tenu de la complexité de la cause.

Cela ne les empêchera pas de se servir du combat des franco-ontariens contre leur gouvernement, un combat qui attire généralement la sympathie des Québécois.

Selon Ronald Caza, l'avocat de Montfort, les pères de la Confédération avaient à l'esprit la protection et la survie des minorités linguistiques. Il affirme aussi qu'en perdant leur hôpital, les francophones de l'Est ontarien perdent un symbole important de leur identité. Deux arguments qu'il reprendra à Montréal pour plaider la survie de la ville d'Hampstead.

« Il faut analyser les circonstances et voir de quelle façon la ville d'Hampstead joue ce rôle de protection de la minorité linguistique, dit-il, un peu comme on a démontré que l'hôpital Montfort jouait un tel rôle pour la minorité franco-ontarienne. »

L'avocat de Westmount, Gérald Tremblay, insistera lui aussi sur la valeur symbolique d'une institution comme Westmount pour la communauté anglophone.

« La ville de Westmount, écrit-il dans le résumé de sa cause, est une institution vitale pour le maintien, l'épanouissement et le prestige de la minorité anglo-britannique du Québec. »

Les risques d'assimilation des anglophones au Québec sont moindres que celui qui pèse sur les Franco-Ontariens, reconnaît M^e Caza, qui parle toutefois du « risque de les voir s'en aller ».

« Quand la loi 101 a été adoptée, il y a des milliers d'anglophones qui ont quitté, dit-il. Il y a encore ce risque avec le projet de loi 170. Le gouvernement ne peut pas inciter par sa législation les gens à partir. Ils partent parce qu'on leur enlève la capacité de vivre en anglais. »

Freins DuraStop^{MC} (avant)

À partir de **124⁹⁵\$** Pièces et main-d'œuvre incluses!

Plaquettes et segments DuraStop^{MC} garantis à vie
Pièces et main-d'œuvre garanties un an ou 20 000 km*
Remplacement des plaquettes avant par des pièces DuraStop^{MC}
Vérification des étriers, du maître-cylindre et des freins arrière
Vérification du liquide pour freins
Vérification des capteurs ABS

Les avantages du spécialiste

- Service sans rendez-vous
- Service de navette
- Mécanicien virtuel sur Internet
- Carte d'entretien sur Internet
- Accessoires à prix avantageux
- Dépôt de nuit pour vos clés
- Prix compétitifs
- Pièces GM
- 150 lieux de service
- Techniciens spécialistes GM

Votre spécialiste du pneu!

Service Goodwrench

Bien fait. À temps.

goodwrench.gmcanada.com 1 800 463-7483



Dyane Adam, commissaire aux langues officielles, que le premier ministre Bernard Landry a invité à aller jouer... hors Québec.

Cette offre s'applique à la plupart des voitures et véhicules GM, à l'exception des Corvette. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 30 juin 2001. Les concessionnaires peuvent fixer un prix moindre. Pour tous les détails, voir votre concessionnaire participant du Québec. *DuraStop est une marque de commerce de ACDelco. *Selon la première éventualité.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

19 mai 2001

Page B11 manquante

Lundi au Vatican: un consistoire extraordinaire aux airs de pré-conclave

Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN — Quelque 180 cardinaux du monde entier, convoqués en consistoire extraordinaire du 21 au 24 mai au Vatican, s'efforceront de dessiner à la demande de Jean-Paul II le profil de l'église catholique du troisième millénaire.

Ce « sommet » aura un air de pré-conclave, selon les vaticanistes. Il s'agit en effet d'une occasion unique pour tous les grands électeurs du futur pape de se retrouver ensemble, de mieux se connaître et de connaître les avis des possibles aspirants à la succession sur la chaire de saint Pierre.

Tous les membres du Sacré Collège — 183, y compris les 48 exclus du futur conclave étant âgés de plus de 80 ans — ont été invités, mais les cardinaux les plus vieux ou malades renonceront probablement à venir au Vatican.

Cette participation exceptionnelle constitue un test grandeur nature pour la « Domus Sanctae Marthae », l'ancien hospice Sainte-Marthe au Vatican, transformé en hôtel étoilé pour héberger désormais les membres du conclave,

l'assemblée des princes de l'Église chargés depuis près de mille ans d'élire à huis clos le chef de l'Église catholique et jusqu'ici confinés à la chapelle Sixtine.

L'ordre du jour exact du sommet n'a pas encore été précisé. Les cinq précédents consistoires extraordinaires du pontificat de Jean-Paul II, en 1979, 1982, 1985, 1991 et 1994, se sont penchés sur les finances du Saint-Siège et sur la réforme de la curie romaine, sur l'agressivité des sectes et sur les menaces à la vie ainsi que sur le dialogue catholique-orthodoxe.

Selon des sources vaticanes informées, parmi les thèmes qui devraient être au centre du débat à huis clos, comme des conversations de couloirs entre prélats, figurent les questions brûlantes des rapports entre le pape et les évêques, voire entre la curie romaine et les Églises nationales, ainsi que du ministère papal et de l'exercice de la primauté de l'évêque de Rome.

La question de la primauté pontificale rend difficile le rapprochement oecuménique entre les catholiques et les autres chrétiens, aussi bien protestants qu'orthodoxes.

Le prestigieux cardinal autri-

chien Franz Koenig, qui a participé à trois conclaves et qui a été le pionnier de l'« Ostpolitik » du Saint-Siège, âgé de 95 ans mais encore très écouté pour la lucidité de ses propos, a fait connaître son avis à la veille du consistoire, dans une interview accordée à *Jésus*, le mensuel de la Société religieuse de Saint-Paul.

« Selon l'Église catholique, a-t-il dit, le pape est le successeur de Pierre, responsable de l'unité de l'Église. Rien de plus. En substance, son poste n'est pas un poste de commandement central. Il faut accepter une collégialité plus importante sans nuire à l'unité. La primauté est une structure juridique, chargée d'éviter qu'il y ait des divisions. Le pape lui-même a reconnu que son poste représente une grande difficulté pour l'oecuménisme. Il a invité les Églises chrétiennes à en discuter. Mais la réaction a été faible. »

Le cardinal Koenig a critiqué le fait qu'encore aujourd'hui, « un monseigneur, dans n'importe quelle partie du monde, est nommé par le pape. » Selon lui, « l'Église universelle a besoin d'unité, mais aussi de diversité. »



Le pape Jean-Paul II lors d'une petite pause, le 24 juin dernier, après son discours hebdomadaire au Vatican.

Le collège des cardinaux en chiffres

Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN — Le consistoire extraordinaire qui se réunira au Vatican du 21 au 24 mai pourrait s'avérer la plus grande réunion de cardinaux de toute l'histoire de l'Église catholique, avec un Sacré Collège fort de 183 membres depuis mars dernier et la création de 44 nouveaux cardinaux par le pape.

Parmi les 183 cardinaux convoqués — deux cardinaux créés en mars sont décédés depuis —, 134 sont âgés de moins de 80 ans et peuvent donc participer à un conclave à la chapelle Sixtine pour l'élection du pape.

Le Sacré Collège porte la marque de Jean-Paul II qui, en 23 ans de pontificat (l'un des plus longs de l'histoire de l'Église catholique), aura créé 201 cardinaux, dont 159 sont encore vivants.

Il ne reste dans le collège cardinalice qu'un cardinal nommé par Jean XXIII (l'Autrichien Franz Koenig, âgé de 95 ans) et 23 autres nommés par Paul VI, dont seulement 10 sont âgés de moins de 80 ans et ont gardé le droit d'élire le pape. L'un d'entre eux, le Brésilien

Paul Evaristo Arns, le perdra cette année.

Un éventuel prochain conclave serait ainsi actuellement à plus de 90 % composé de cardinaux nommés par Jean-Paul II.

En 1975, Paul VI avait fixé à 120 le nombre « plafond » de cardinaux-électeurs. Même si le nombre des 134 cardinaux-électeurs va baisser avec le temps, ce chiffre spectaculaire de cardinaux est un indice, selon les vaticanistes, de la volonté de Jean-Paul II, âgé lui-même de 81 ans, de poursuivre sa mission.

Un éventuel conclave serait composé de 64 Européens (dont 23 Italiens), 27 Latino-Américains et 13 Nord-Américains, 13 Africains, 13 Asiatiques et 4 originaires d'Océanie.

Soixante-huit pays sont représentés dans le collège des cardinaux et soixante et un y ont des cardinaux-électeurs.

Le benjamin des cardinaux est l'archevêque de Sarajevo, M^{gr} Vinko Puljic, 55 ans, alors que le doyen du Sacré Collège est l'Italien Corrado Bafile, âgé de 97 ans.

PAPE-0

Not Found
PAPE-0

Jean-Paul II a 81 ans

Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN — « Amoureux de sa mission » et bien déterminé à la poursuivre, Jean-Paul II a célébré jeudi en privé son 81^e anniversaire.

« Jean-Paul II est tellement amoureux de sa mission qu'il en oublie sa fatigue physique », a expliqué cette semaine le porte-parole du Saint-Siège, Joaquin Navarro Valls, à un groupe de journalistes ukrainiens venus au Vatican avant la visite pastorale du souverain pontife dans leur pays, en juin.

« J'ai essayé parfois sans succès, comme d'autres collaborateurs, de l'encourager à se reposer, a poursuivi M. Valls. L'année dernière, lors de ses courtes vacances à la montagne, je lui ai rappelé que les conventions collectives assuraient à tous les travailleurs en Italie 30 jours de vacances. »

« Après avoir réfléchi quelques instants, il m'a répondu : 'Mais moi je ne suis pas Italien, je suis un citoyen du Vatican'.

« Le pape, a-t-il souligné, ne s'accorde jamais de week-ends. Il travaille le samedi et le dimanche, il visite très souvent les paroisses de Rome. Il a un rythme de travail impressionnant. »

« La participation de son médecin personnel, le docteur Renato Buzzonetti, aux voyages du pape est parfois sujet de plaisanterie. Il reconnaît en effet qu'il est le seul de la délégation papale à chômer. Il n'a dû intervenir qu'une seule fois pour soigner une blessure au front que le pape s'était faite en glissant lors de sa dernière visite en Pologne », a relaté le porte-parole.

« Certes, a-t-il ajouté, le pape — qui souffre de la maladie de Parkinson et marche difficilement en s'aidant d'une canne — est âgé et est confronté à des problèmes de santé. Mais 85 % de son activité est publique et diffusée par les télévisions. Tout le monde peut voir ses

limites physiques, que personne ne cache. »

M. Navarro a rappelé que des programmes chargés attendent Jean-Paul II. Il a convoqué un consistoire extraordinaire de tous les cardinaux du Sacré Collège, du 21 au 24 mai; il se rendra en Ukraine du 23 au 27 juin et, après de courtes vacances à la montagne en juillet, il devra se consacrer à la préparation d'une visite pastorale en Arménie dans la seconde moitié de septembre et à étudier le dossier concernant le rôle des évêques qui sera abordé au cours du synode.

L'assemblée synodale, dont les travaux seront suivis tous les jours par le pape, commencera à la fin septembre et se terminera à la fin octobre.

M. Navarro a indiqué que deux voyages sont en préparation pour l'année prochaine au mois de juillet à Toronto, au Canada, à l'occasion des Journées mondiales de la jeunesse et dans un pays de l'Océanie pour publier les conclusions du synode consacré à ce continent.

L'optimisme de M. Navarro n'est pas partagé par tout le monde au Vatican, où certains prélats soulignent que Jean-Paul II est toujours plus handicapé par la maladie de Parkinson. Il a besoin d'être guidé quand il se déplace alors qu'il risque de tomber en avant, à cause d'une prothèse du fémur droit qui le gêne.

Les programmes de ses voyages — qu'il continue de vouloir faire comme un défi — sont réduits au maximum : en général une messe le matin, quand il peut compter davantage sur ses forces, et une cérémonie l'après-midi, ainsi que les rencontres et les entretiens strictement nécessaires.

Jeudi, aucune célébration particulière n'était prévue. C'était le jour dit onomastique du baptême, qui est officiellement fêté au Vatican. Karol Wojtyła fêtera ainsi la Saint-Charles le 4 novembre, jour férié au Vatican.

VENTE

2^e gallon à 1/2 prix

Une Beetle en boni



Jusqu'à lundi
seulement

Achetez un 1^{er} gallon à 41,99 \$ (tel AquaVelvet 319-01)

Obtenez le 2^e gallon à 20,99 \$ (tel AquaPerle 310-01)



Saisissez votre occasion annuelle d'obtenir à moitié prix* un deuxième gallon de peinture à l'achat du premier. Faites vos duos de produits de qualité Benjamin Moore : AquaVelvet, AquaPerle, MoorGlo et Finis pour patio. Vous avez le choix du premier et le choix du deuxième!

Plus

la chance de **GAGNER une NEW BEETLE**
de la couleur de votre choix.

Benjamin Moore
Les experts en couleur et décoration



* Rabais accordé sur le moins cher des deux gallons. Contenant de 3,79 litres seulement. Couleur en sus.

Offre valable seulement sur les peintures AquaVelvet n° 319, AquaPerle n° 310, MoorGlo n° 096 et Finis pour patio n° 095, du 17 au 21 mai 2001.

† Question d'habileté obligatoire. Aucun achat requis. Détails dans les magasins participants.

Est de Montréal	Quest de Montréal	Rive-Nord	Rive-Sud	
Les Décorateurs de Montréal 251, rue Sainte-Catherine Est Montréal (514) 288-2413 Décor 8056 8042, rue Saint-Hubert Montréal (514) 270-3944 Marcel Lortie inc. 8495, boul. Saint-Laurent Montréal (514) 381-3967 Empire Papiers Peints & Peinture 3455, avenue du Parc Montréal (514) 849-1297 Peinture Robert Turcotte 7474, boul. Langelier Saint-Léonard (514) 255-1644 Laurier Décor 1216, rue Bélanger Est Montréal (514) 272-1286 Décoration Francis inc. 4460, rue Bélanger Est Montréal (514) 722-3530 Déco Centre Des Pointeliers 12780, rue Notre-Dame Est Pointe-aux-Trembles (514) 645-5939	Quincaillerie de l'Est 8240, rue Hochelaga Est Montréal (514) 353-0030 Quest de Montréal Quincaillerie J.A. Binette 5583, rue de Verdun Verdun (514) 768-1146 Centre du Bricoleur Lachine 520, 19 ^e Avenue Lachine (514) 634-8071 Centre de Décoration Dollard 4073, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux (514) 620-3202 Quincaillerie Van Horne Itée 4743, avenue Van Horne Montréal (514) 733-2944 Quincaillerie « The Hub » Hardware 449, boul. Beaconsfield Beaconsfield (514) 695-3389 Rona Le Rénovateur D.C. 5890, rue Saint-Jacques Ouest Montréal (514) 482-8381 Peinture Plus 1768, rue Dollard Ville Lasalle (514) 363-3401	Belmont Décoration 4610, rue de Salaberry Montréal (514) 334-4163 Peintures Montréal Métro inc. 3405, ch. de la Côte-Vertu Ville Saint-Laurent (514) 745-3434 Peintures Montréal Métro inc. 3460, boul. des Sources Dollard-des-Ormeaux (514) 421-1454 Peintures Montréal Métro inc. 2953-A, rue Saint Charles Kirkland (514) 693-9676 Rêves et Rénovations 720, boul. Montréal-Toronto Dorval (514) 422-8009 Rive-Nord Guy Racine Itée 335, boul. Chomedey Laval (450) 681-7575 Robert Turcotte inc. 17, rue Rivest Le Gardeur (450) 585-2700 Quincaillerie Valiquette inc. 1889, boul. des Laurentides Laval (450) 667-1270	Entrepôt du Peintre 406, boul. Arthur-Sauvé Saint-Eustache (450) 472-7013 Peintures des Seigneurs 550, boul. des Seigneurs Terrebonne (450) 492-0880 La Maison du Peintre 2975, boul. de la Concorde Est Duvernay, Laval (450) 661-4111 Peinture Robert Turcotte 500, boul. Iberville, local 21 Repentigny (450) 581-2992 Centre de Décoration Le Corbusier 1808, boul. Le Corbusier Laval (450) 688-8050 Centre de Peinture Mario Melançon 7, rue Baby Joliette (450) 753-9311 Belmont Décoration-Peinture 984, rue Moody Terrebonne (450) 471-1156 Rive-Sud Quinc. J.A. Bruneau 2025, boul. Édouard Saint-Hubert (450) 462-3233	Peinture et Décoration De Mortagne 387, boul. de Mortagne Boucherville (450) 449-0500 Poly-Décor 2100, chemin de Chambly Longueuil (450) 670-3450 Centre de Peinture Suzanne 1614, boul. de Montarville Saint-Bruno (450) 441-2650 Couvre-planchers Belœil 225, boul. Cartier Belœil (450) 467-5249 Décoration à profusion inc. 950, Saint-Laurent Ouest Longueuil (450) 677-3444 Décoration J.P. Bélanger 5777, avenue Auteuil Brossard (450) 676-6733 Décor Taschereau 568, boul. Lionel-Boulet Varenes (450) 652-7280 Peinture Préfontaine 2021, Normand-Béthune Sainte-Julie (450) 922-6777